



## Éditorial

### Forte reprise des prix agricoles à l'été 2010

En juillet, au début de la campagne 2010/2011, les prix agricoles français rebondissent après une période de baisse, comme en 2006 avant l'épisode exceptionnel de 2006/2008. Pour autant, les deux campagnes ont démarré dans des contextes différents. Malgré la dépression de 2009, les prix de juillet 2010 dépassent encore de plus de 10 % ceux de juillet 2006. Par ailleurs, entre 2006 et 2010, les fluctuations de prix ont été assez différentes selon les produits. Elles ont été particulièrement contrastées pour les grandes cultures, le lait de vache, et aussi pour les volailles (*Nouveau rebond des prix agricoles après une épisode exceptionnel de flambée-dépression, Prix agricoles et alimentaires n° 2010/126, septembre 2010*). Les coûts de production, qui croissaient sur longue période, ont également accélééré en 2008 et ont répercuté ensuite la baisse des matières premières de 2009. En juillet, l'indice d'ensemble des intrants est stable depuis trois mois, après la reprise du début d'année. En un an, les prix des engrais et amendements se sont sensiblement rétractés, tandis que le prix de l'énergie a crû considérablement (*Infos rapides Moyens de production, septembre 2010*).

De juillet à août, les cours céréaliers et oléagineux ont grimpé de façon spectaculaire pour toutes les origines. Pour

le blé, les bons rendements nord-américains ne compenseraient pas les pertes dues à la sécheresse dans l'Union européenne, les pays de la mer Noire et surtout la Russie. Même si les stocks mondiaux demeurent à un niveau élevé, les marchés doivent faire face à une véritable réorganisation des flux, notamment en remplacement de l'origine mer Noire à destination de l'Afrique du Nord et du proche et Moyen-Orient. Pour le maïs, la récolte dépasserait la récolte abondante de 2009 mais, selon les dernières prévisions du Conseil international des céréales, les stocks mondiaux en fin de campagne 2010/2011 descendraient au point bas de la campagne 2006/2007. (*Flambée des cours des grandes cultures en juillet et août 2010, Céréales et oléagineux n° 2010/123, septembre 2010*).

Selon les estimations de septembre, la récolte céréalière française est moins abondante qu'en 2009, à cause de moindres rendements et du retrait des surfaces pour les oléagineux et les céréales à l'exception du blé. Elle garderait cependant un bon niveau, légèrement supérieur à la moyenne des cinq campagnes précédentes (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, septembre 2010*). En écho du marché mondial, les cours du maïs augmentent moins fortement que ceux du blé tendre dont le

cours en rendu Rouen grimpe de + 70 % en août par rapport à 2009. Malgré ce prix élevé, la situation des échanges mondiaux profite au blé français qui supplée à la demande des pays importateurs de blé russe et des autres pays de la mer Noire, notamment de l'Égypte. De plus, les taux de fret le rendent plus compétitif que le blé américain sur le pourtour méditerranéen. Sur le marché des oléagineux, la hausse des cours est plus modérée que pour les céréales, bien qu'elle reste importante pour les graines de colza et le tournesol.

En juillet, les prix des fruits et légumes frais marquent également une forte hausse par rapport à 2008. Cette hausse s'accélère aussi par rapport aux mois précédents. Elle apparaît d'autant plus forte que les prix avaient souffert en 2009 d'une chute très rude, notamment ceux de l'abricot. En 2010, à cause des conditions climatiques, l'offre de légumes de plein champ et de fruits est limitée et, pour ces derniers, les récoltes retardées. Face à cela, la consommation est soutenue par les fortes chaleurs, ce qui fait bondir les prix à la production au-dessus de ceux de 2009. En juillet, seuls les prix de la cerise du fait d'une récolte abondante, et de la fraise restent inférieurs à ceux des dernières campagnes. La hausse enregistrée pour l'ensemble des fruits

est portée essentiellement par l'abricot (+ 64 % par rapport à 2009). En août, elle s'atténue à cause de la pluviosité moins favorable à la consommation. L'abricot redescend en fin de campagne au prix moyen 2005/2009. La pêche tombe en dessous du prix moyen à cause d'un retard de production. (*Infos rapides Fruits, juillet à septembre 2010*). Par contre, la fraise se redresse en fin de campagne et la poire d'été tient bien les cours dans le contexte de recul de la production. Depuis vingt ans, le verger de poires français souffre en effet d'une désaffectation due à la technicité de la culture plus contraignante que pour d'autres fruits. Depuis 2004, le solde commercial des poires d'été est excédentaire mais il ne suffit pas à contrebalancer sur l'année celui des poires d'automne et d'hiver qui est de plus en plus déficitaire (*Bonne tenue des cours des poires d'été dans un contexte de déclin du verger français, Fruits n° 2010/124, septembre 2010*).

En août, la hausse des prix ralentit plus pour les légumes que pour les fruits mais leurs prix sont encore élevés (+ 16 % contre + 30 % en juillet). Les prix de la courgette et surtout de la tomate (+ 65 %) sont nettement supérieurs à ceux de 2009 (*Infos rapides Courgette et Tomate, septembre 2010*). La carotte affiche des prix supérieurs grâce aux exportations qui soutiennent le marché (*Infos rapides Carotte, septembre 2010*). Le poireau se maintient au-dessus des prix bas de 2009 mais reste encore en retrait des prix moyens 2005/2009 (*Infos rapides Poireau, septembre 2010*). Le melon aborde la fin de campagne sur des prix plus bas que les années précédentes (*Infos rapides Melon, septembre 2010*).

La campagne viticole 2009/2010 s'achève sur une baisse des prix ralentie par une demande plus soutenue. Selon les prévisions établies au 1<sup>er</sup> septembre pour la nouvelle campagne, la récolte 2010 serait plus tardive qu'en 2009. Elle dépasserait tout juste celle de 2009 qui, sous des conditions clima-

tiques favorables, avait retrouvé un bon niveau après la petite récolte de 2008. Elle resterait inférieure aux productions moyennes des cinq dernières campagnes, à l'exception des vins pour eaux-de-vie qui s'en rapprochent. Par contre pour les autres vins d'appellation, le potentiel n'atteindrait pas celui de 2009, de même que le niveau réel de production des vins avec indication géographique protégée (IGP). Compte tenu de la réforme de l'Organisation commune du marché Vins, une partie de ces derniers risque en effet de rejoindre les vins sans IG (*Infos rapides Viticulture, septembre 2010*).

En juillet 2010, le prix standard du lait de vache marque une hausse de 14 % par rapport à 2009, contribuant pour environ 10 % au nouveau rebond des prix agricoles. La collecte laitière augmenterait de plus de 3 % par rapport à 2009. De janvier à juillet 2010, les produits laitiers de grande consommation font preuve d'un plus grand dynamisme que sur la même période de 2009, aussi bien sur le marché extérieur qu'intérieur (*Infos rapides Lait, septembre 2010*).

En juillet, les autres productions animales tirent les prix agricoles vers le bas, notamment les porcins. Les prix des ovins retrouvent tout juste les prix de 2009, après la baisse des mois précédents. En juin, les abattages ovins et porcins progressaient et, sur l'ensemble du premier semestre, ceux des génisses contrairement aux autres bovins, quant à eux stables. (*Infos rapides Animaux de boucherie, juillet 2010*). En juillet, ceux des volailles se stabilisent (*Infos rapides Aviculture, septembre 2010*). Contrairement à la consommation des viandes porcines et ovines, celle du poulet, moins chère, augmente toujours et aussi, fait nouveau, celle de viande bovine. Dans ce contexte, la production d'aliments composés reprend en juin après une fin de semestre difficile mais, au début de l'été, leur prix subit une hausse dans le sillage des céréales et des tourteaux dans une moindre mesure. Par ailleurs, la pousse d'herbe du mois d'août est quasiment

partout inférieure à la normale et les stocks de fourrages sont entamés dans les régions les plus touchées par la sécheresse (*Infos rapides Prairies, septembre 2010*). Cependant, la production devrait reprendre avec les pluies importantes de fin août dans le Nord et le Nord-Est de la France (*Infos rapides Climatologie, septembre 2010*).

En juillet 2010, la progression des exportations à destination des pays tiers – en blé tendre vers l'Algérie, en vins et alcools vers la Chine, Singapour et les États-Unis, en produits laitiers vers la Chine, l'Algérie, la Suisse et le Japon – amplifie l'excédent agroalimentaire. Pour les produits bruts, le dynamisme des céréales l'emporte sur l'aggravation du déficit des fruits et légumes. Pour les produits transformés, les exportations augmentent deux fois plus que les importations. L'effet prix est important : les ventes en valeur des vins et alcools et des produits laitiers sont nettement plus vives qu'en volume (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, septembre 2010*).

La reprise en 2010 de l'excédent commercial des industries agroalimentaires (IAA) repose essentiellement sur les boissons. Au premier semestre, la demande extérieure s'est redynamisée après avoir été affectée par la crise économique. Ce sont les boissons alcooliques distillées et les champagnes et mousseux, dont les volumes exportés augmentent, qui contribuent à la progression du solde commercial devant les produits laitiers. Malgré cette reprise, le solde ne retrouve pas pour autant son niveau de 2005, avant la flambée du prix des matières premières. Au-delà de l'épisode conjoncturel de 2006/2007, l'excédent commercial des IAA subit les effets de l'érosion du solde des échanges des secteurs des viandes, des produits de la pêche, des huiles et graisses et des produits à base de fruits et légumes (*Industries agroalimentaires : la reprise de leur excédent commercial en 2010 est essentiellement due aux boissons, IAA n° 2010/125, septembre 2010*).

Christine Deroin

# Sommaire des synthèses

## Synthèses

Flambée des cours des grandes cultures en juillet et août 2010, <i>Céréales et oléagineux</i>	5	<i>Auriane Renaud</i>
Bonne tenue des cours des poires d'été dans le contexte de déclin du verger français <i>Fruits</i>	11	<i>Laurent Bernadette</i>
Industries agroalimentaires : la reprise de l'excédent commercial en 2010 est essentiellement due aux boissons, <i>IAA</i>	15	<i>Lise Lefebvre</i>
Nouveau rebond des prix agricoles après un épisode exceptionnel de flambée-dépression, <i>Prix agricoles et alimentaires</i>	21	<i>Christine Deroin</i>
<b>Organismes et abréviations</b>	<b>27</b>	
<b>Pour en savoir plus</b>	<b>29</b>	

## Liste des Infos rapides parues

<i>Abricot, n° 4/4, août 2010</i>	<i>L. Bernadette</i>
<i>Animaux de boucherie n° 7/11, juillet 2010</i>	<i>A. Egger, M.-A. Lapuyade</i>
<i>Aviculture, n° 8/11, septembre 2010</i>	<i>C. Pendariès</i>
<i>Carotte, n° 2/6, août 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Cerise, n° 3/3, juillet 2010</i>	<i>L. Bernadette</i>
<i>Chou-fleur, n° 2/6, septembre 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Climatologie, n° 9/12, septembre 2010</i>	<i>H. Schoen</i>
<i>Commerce extérieur, n° 9/12, septembre 2010</i>	<i>H. Vigouroux</i>
<i>Concombre, n° 4/5, septembre 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Courgette, n° 3/4, septembre 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Fraise, n° 4/4, juillet 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Grandes cultures et fourrages, n° 7/10, septembre 2010</i>	<i>H. Schoen</i>
<i>Lait, n° 9/11, septembre 2010</i>	<i>S. Cazeneuve</i>
<i>Melon, n° 4/5, septembre 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Moyens de production, n° 8/10, septembre 2010</i>	<i>L. Lefebvre, A. Viguiet</i>
<i>Pêche, n° 5/5, septembre 2010</i>	<i>L. Bernadette</i>
<i>Poire, n° 2/4, septembre 2010</i>	<i>L. Bernadette</i>
<i>Poireau, n° 2/5, septembre 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Pomme, n° 4/6, septembre 2010</i>	<i>L. Bernadette</i>
<i>Prairies, n° 5/7, août 2010</i>	<i>J.-P. Cassagne</i>
<i>Prix agricoles et alimentaires, n° 8/10, septembre 2010</i>	<i>C. Deroin</i>
<i>Stocks Pommes-Poires, n° 10/10, juillet 2010</i>	<i>L. Bernadette</i>
<i>Tomate, n° 5/6, septembre 2010</i>	<i>J. Fressignac</i>
<i>Viticulture, n° 3, septembre 2010</i>	<i>L. Bernadette</i>

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

# PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Grandes cultures

Synthèse Céréales et oléagineux septembre n° 2010/123

[Retour éditorial](#)

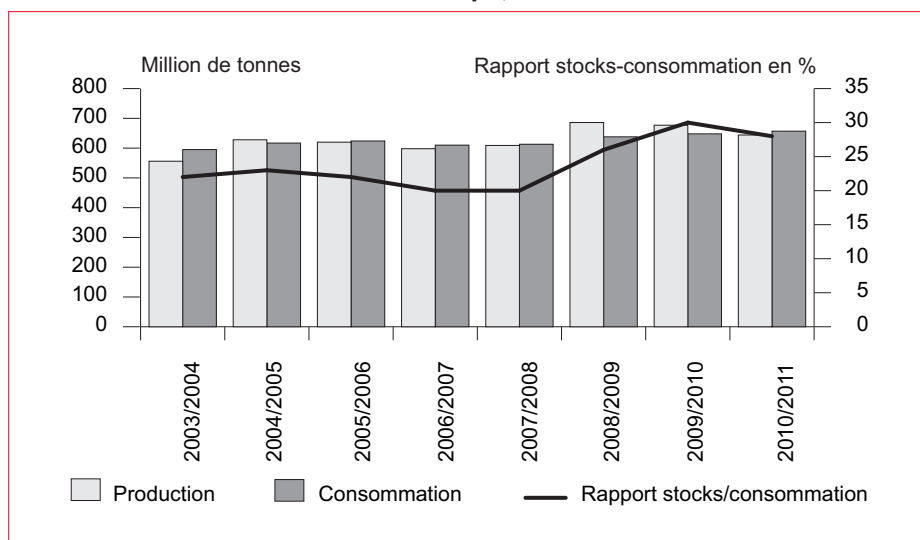
## Flambée des cours des grandes cultures en juillet et août 2010

**L**es cours du blé ont connu une reprise spectaculaire en juillet et août au fur et à mesure que se révélait la faiblesse des récoltes en Russie, au Kazakhstan et en Ukraine, et surtout à l'annonce de l'embargo russe intervenue ensuite. Malgré des stocks mondiaux encore élevés, les cours progressent de façon exceptionnelle aussi bien dans les pays de la mer Noire qu'aux États-Unis et en France. Le cours rendu Rouen atteint ainsi 210 euros par tonne en août, soit une progression de 70 % par rapport à août 2009. Le marché du maïs suit la même tendance à la hausse. Il est moins concerné par la sécheresse qui a frappé les pays de la mer Noire mais connaît des fondamentaux, offre et demande, peu favorables. Malgré une récolte record, la demande est telle que les stocks diminuent pour la seconde année consécutive, atteignant un niveau assez bas. Les cours des oléagineux, qui étaient restés relativement plus soutenus que ceux des céréales durant la campagne 2009/2010, marquent des hausses modestes pour le soja, mais importantes pour le colza et le tournesol. Le marché de ce dernier est plus localisé et dépendant des productions européennes, en particulier de l'est de l'Europe.

D'après le rapport du 26 août du Conseil international des céréales (Cic), les prévisions de production mondiale 2010/2011 pour l'ensemble des céréales – hors riz – s'élèvent à 1 745 millions de tonnes (Mt), soit une baisse de 2,4 % par rapport à la campagne 2009/2010. Néanmoins, le niveau de production resterait élevé : il dépasserait de 1,5 %, la moyenne des quatre dernières campagnes.

La production mondiale de blé a été revue à la baisse par rapport aux premières estimations de juin : elle atteindrait 644 Mt (- 2,4 % par rapport à 2009), équivalente à la moyenne des quatre dernières campagnes se situant à 643 Mt.

### Blé : les stocks mondiaux sont en repli, mais demeurent élevés



Source : Cic (Conseil international des céréales)

Cette baisse s'explique principalement par les conditions météorologiques particulièrement défavorables qui ont touché plusieurs pays producteurs. En particulier, pour l'Union européenne (UE), la production se replierait à 136 Mt (- 1 % par rapport à juillet). En Russie, au Kazakhstan, et en Ukraine, la sécheresse a fortement affecté les rendements : la production russe, prévue à 44 Mt, serait à son plus bas niveau depuis 2003.

En revanche, en Amérique du Nord, des conditions météorologiques plus clémentes favorisent les rendements : la production de blé augmenterait de 1,5 Mt, estimée à 62 Mt, compensant en partie le recul de l'Union européenne et des pays de la mer Noire.

La production ne serait plus suffisante pour satisfaire une consommation croissante, s'élevant à 657 Mt (+ 1 % par rapport à 2009/2010). Cet accroissement de la consommation résulterait d'une intensification de l'utilisation du blé pour l'alimentation animale en Russie. Celle-ci est causée à la fois par l'augmentation des effectifs d'élevage,

et des faibles disponibilités liées à la sécheresse pour les autres céréales comme l'orge. D'après le rapport de l'USDA (département américain à l'agriculture), l'utilisation de blé destiné à l'alimentation animale augmenterait en Russie de 37 % par rapport à l'année précédente, contre une augmentation plus modérée de 18 % entre 2008/2009 et 2009/2010, alors que l'utilisation globale n'aurait progressé que de 17 %.

Néanmoins, à cause des fortes hausses des prix mondiaux et des faibles disponibilités de certains pays exportateurs, les perspectives d'échanges mondiaux sont abaissées. Enfin, les stocks mondiaux pour la fin de campagne 2010/2011 sont revus à la baisse : ils chuteraient à 184 Mt, en retrait de 8 Mt par rapport à la projection du mois dernier. Ceux-ci resteraient toutefois à un niveau assez élevé, et représenteraient 28 % des utilisations.

### Le prix du blé est en forte hausse

Même si le niveau des stocks, certes en repli, n'est pas globalement inquiétant, la révision à la baisse des productions pour l'Union européenne et la Russie entraîne une flambée des cours du blé, qui ne se tassent pas à la fin du mois d'août.

Aux alentours du 20 juillet, le cours du blé russe se situe déjà à un niveau élevé (152 €/t) : le 16 juillet, le gouvernement russe a déclaré que près de dix millions d'hectares avaient été détruits par la sécheresse. Entre le 5 et le 6 août, le cours flambe à l'annonce de l'embargo sur les exportations, passant de 171 €/t à près de 194 €/t, soit un accroissement de 13 % d'un jour à l'autre. Sa cotation a d'ailleurs été suspendue en août.

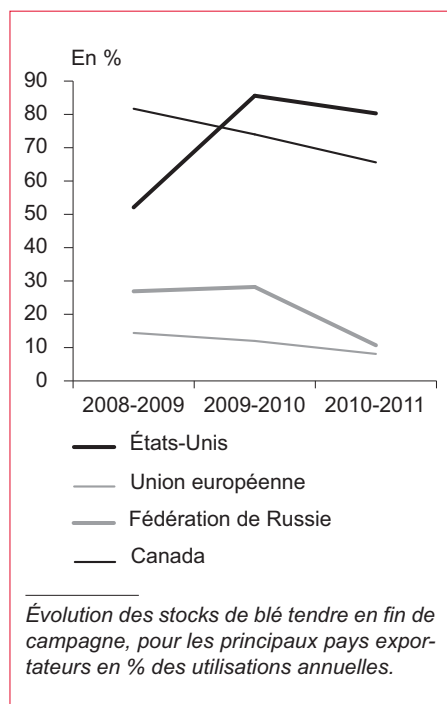
Des estimations de récoltes de plus en plus faibles en Russie et dans les autres pays de la mer Noire, puis la proclamation de l'embargo russe entraînent la flambée des cours pour les blés de toutes origines. Pour le blé soft red winter origine golfe du Mexique notamment, le prix moyen du début de campagne avoisine 195 €/t (+ 56 % par rapport à juillet-août 2009). Le cours

du blé rendu Rouen est lui aussi très réactif : par rapport à 2009, il augmente de 43 % en moyenne sur les deux premiers mois de campagne, et de 71 % en août grimpa à 209 €/t.

Le blé français apparaît attractif. En effet, à cause de ces conditions inhabituelles, les marchés doivent se réorganiser et les importateurs de blé russe et des autres pays de la mer Noire se tournent vers de nouveaux fournisseurs. Or, en raison des taux de fret, le blé français est avantagé par rapport aux blés en provenance des États-Unis sur les destinations du pourtour méditerranéen. En particulier l'Égypte, premier importateur de blé au monde et principalement client de la Russie, a dû diversifier ses fournisseurs. C'est auprès de la France qu'elle s'est procuré 75 % des 240 000 tonnes de blé achetées le 25 août.

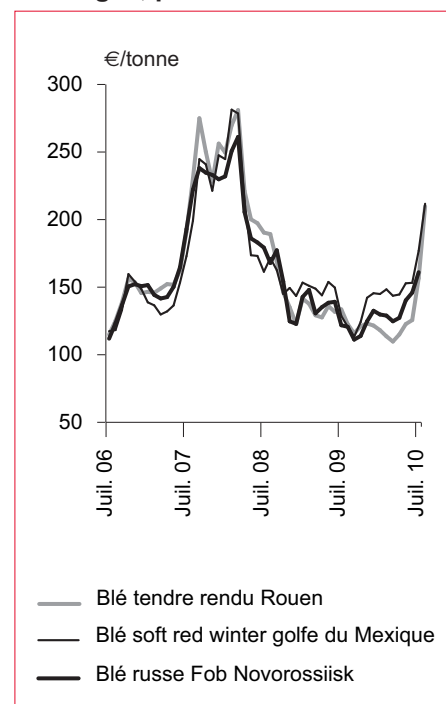
Fin août, les cours du blé ne s'affaiblissent pas, et les incertitudes sur l'ensemencement en Russie pour la prochaine récolte sont un facteur de tensions pour les semaines à venir.

### Bilan du blé tendre en Russie : chute des stocks due à des utilisations croissantes



Source : USDA

### Forte reprise des cours des orges, partis de bas



Sources : FranceAgriMer, La Dépêche



## Une récolte record pour le maïs, mais des stocks bas

La prévision de la production mondiale de maïs a été redressée à 829 Mt, soit une récolte record (+ 2,5 % par rapport à la production élevée de la campagne 2009/2010). Cependant, la production serait déficitaire puisque la consommation atteindrait 837 Mt (+ 6,9 % par rapport à la moyenne des quatre dernières campagnes).

Cela est dû à un accroissement de l'utilisation du maïs aussi bien dans l'alimentation que dans l'industrie. En particulier aux États-Unis, l'utilisation en vue de la fabrication d'éthanol croît de 4 % par rapport à celle de la campagne 2009/2010. Le maïs est plus compétitif que le blé et l'orge et les échanges mondiaux parviendraient à leur valeur la plus haute depuis trois ans.

Les stocks mondiaux de report en maïs représenteraient seulement 16 % des utilisations, chutant au point bas de 2006/2007.

## Les cours du maïs sont en forte hausse, mais moins vive que pour le blé

Avec un très faible niveau de stocks, l'offre et la demande du maïs sont peu favorables. Cela explique en partie la forte hausse des cours sur le marché du maïs en ce début de campagne. De plus, pour l'Union européenne, la forte progression des prix est aussi due au recul de la production ukrainienne de maïs, l'Ukraine étant, avec le Brésil et l'Argentine, l'un des principaux fournisseurs de l'UE en maïs. La hausse des cours étant plus modérée que pour le blé, le maïs se substitue en partie au blé pour l'alimentation animale. Toutefois, ce transfert est limité car l'UE évite le report du blé fourrager vers le maïs en provenance des États-Unis, en grande partie OGM.

Le prix moyen du début de campagne pour le maïs yellow corn origine golfe du Mexique atteint 142 €/t (+ 25 % par rapport à 2009). Celui du maïs argentin se situe à 144 €/t (+ 23 %). Pour le maïs rendu Bordeaux, le prix moyen

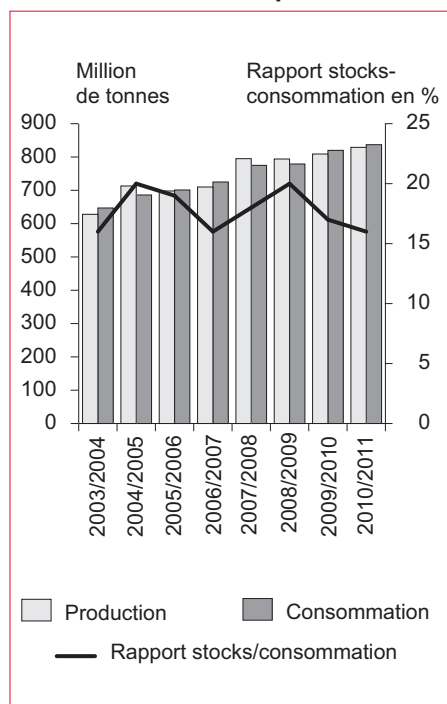
entre juillet et août 2010 est de 166 €/t, correspondant à une augmentation de 35 % par rapport à 2009 (+ 52 % pour le seul mois d'août).

La hausse des cours des céréales françaises la plus nette concerne l'orge rendu Rouen. En moyenne sur juillet et août, son cours s'élève à 176 €/t (+ 48 % par rapport à 2009). En août, la progression atteint 78 % par rapport à août 2009. Cependant, le prix de l'orge était tombé l'an dernier à un niveau particulièrement bas, à cause d'une récolte française très abondante.

## Graines oléagineuses : le bilan mondial reste excédentaire

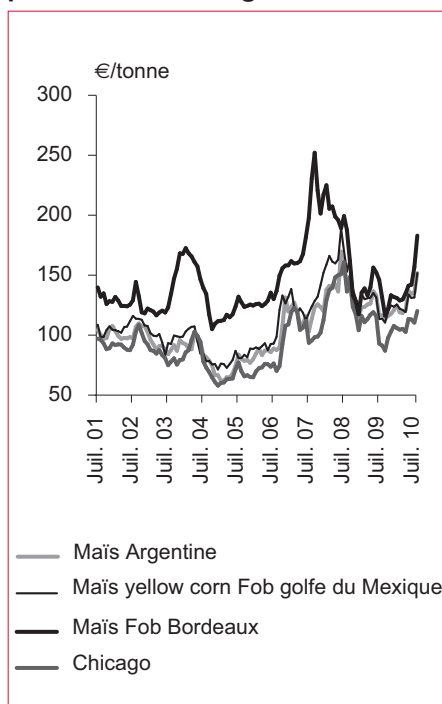
D'après le dernier rapport de l'USDA, la production mondiale de graines oléagineuses s'établirait à 440 Mt, constituant un repli de plus d'un million de tonnes par rapport à l'estimation du mois précédent. Malgré cela, le bilan mondial serait en excédent. En effet, la production dépasserait les utilisations mondiales de graines, bien qu'elles atteignent 371 Mt et augmentent

### Stocks de maïs en repli



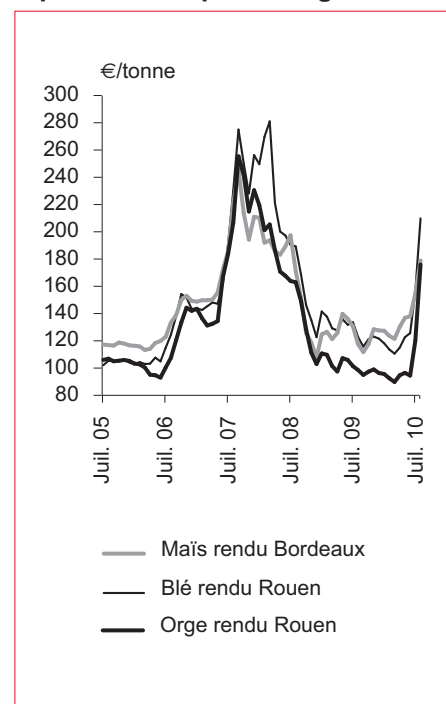
Source : Cic (Conseil international des céréales)

### Hausse du prix du maïs pour toutes les origines



Source : FranceAgriMer

### Les cours céréaliers français reprennent un peu de vigueur



Source : La Dépêche

de 4,4 % par rapport à 2009/2010. Enfin, le stock de report s'élèverait à près de 74 Mt, représentant 20 % des utilisations.

Sur le marché des huiles végétales, les stocks de report sont revus à la baisse par rapport au mois de juillet, et seraient désormais stables par rapport à la campagne précédente.

### Hausse marquée des prix du tournesol et du colza

Sur les marchés des oléagineux, la hausse des cours est un peu plus modérée que pour les céréales. Néanmoins, elle reste importante, surtout pour les graines de colza et de tournesol. Ces augmentations plus marquées sont à mettre en relation avec un marché plus concentré sur l'Union européenne, touchée par la sécheresse. C'est le cas pour l'Ukraine, qui exporte des graines de colza et de tournesol à destination de l'UE et dont la mauvaise récolte pèse sur le marché européen.

Sur le marché à terme de Chicago, le prix moyen des graines de soja terminait la campagne 2008/2009 à 263 €/t, alors qu'en juin 2010 il atteint 285 €/t. En juillet, le cours reste stable puis, à partir de début août, il augmente : le cours moyen culmine en août à 291 €/t, soit une hausse de 25 % par rapport à la moyenne des mois d'août

entre 2005 et 2009. Fin août, le marché ne se détend pas : le cours de la graine de soja termine à 292 €/t.

À la fin de la campagne 2009/2010, le cours des graines de colza rendu Rouen affiche une hausse notable, le prix moyen de juin atteignant 282 €/t (+ 5 % par rapport à juin 2009). L'augmentation se poursuit au début de la campagne 2010/2011 : le prix moyen monte à 344 €/t en juillet, puis à 370 €/t en août (+ 42 % par rapport à août 2009). Fin août, malgré un léger tassement vers le 25 du mois, le cours du colza remonte jusqu'à 376 €/t, valeur la plus élevée depuis le début de cette campagne. L'influence des faibles récoltes dues à la sécheresse dans l'Union européenne et sur la mer Noire est toujours active.

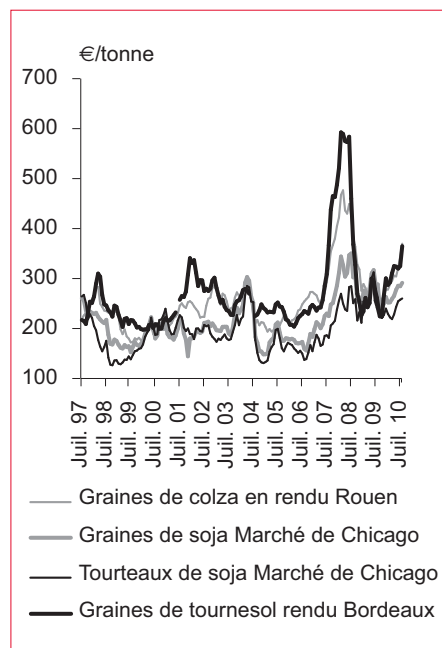
En revanche, les récoltes de canola canadienne ont moins souffert que prévu des inondations et ces nouvelles disponibilités pèsent sur les prix mondiaux des oléagineux.

Pour les graines de tournesol, après une inflexion début août, la hausse se poursuit pour atteindre 380 €/t fin août (+ 50 % par rapport à août 2009) : la demande progresse, alors que l'offre, provenant notamment de la mer Noire, est réduite. Toutefois, les premières prévisions de récoltes en janvier 2011 pour l'Amérique du Sud – en particulier pour l'Argentine, troisième producteur

mondial – permettront d'en savoir plus sur ces tensions.

Enfin, les prix des tourteaux, toutes productions confondues, sont élevés et freinent les échanges. Les tourteaux de soja, notamment, sont à 260 €/t sur le marché de Chicago, à peine en dessous de leur niveau d'août 2009.

### Prix du colza et du tournesol en forte hausse



Source : La Dépêche

### Sources et définitions

- Les données de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surfaces et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire (observation directe de 320 000 points) et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).
- Les données de production européennes sont fournies par l'organisme statistique européen : [www.epp.eurostat.ec.europa.eu](http://www.epp.eurostat.ec.europa.eu)
- Les cotations mondiales et les bilans français provisoires (2009/2010) et prévisionnels (2010/2011) sont fournis par FranceAgriMer.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil International des Céréales et l'USDA : [www.igc.org.uk](http://www.igc.org.uk) et [www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm](http://www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm)
- Les cotations françaises sont reprises de l'hebdomadaire La dépêche/Le petit meunier.

### Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « La récolte des céréales serait en diminution, mais elle resterait à un bon niveau », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 7/10, septembre 2010
- « Des rendements à la baisse qui pénalisent les récoltes de céréales et de colza », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 6/10, août 2010
- « La campagne céréalière 2009/2010 s'achève sur des hausses de prix », Synthèse Grandes cultures - Céréales et oléoprotéagineux n° 2010/117, juillet 2010
- « Céréales et oléoprotéagineux : Une fin de campagne plus favorable pour les blés français », Synthèse Grandes Cultures - Céréales et oléoprotéagineux n° 2010/113, juin 2010
- « Céréales et oléoprotéagineux : Les semis de blé et protéagineux progressent au détriment des autres céréales », Synthèse Grandes cultures - Céréales et oléoprotéagineux n° 2010/104, mars 2010



## Retour éditorial

### Bonne tenue des cours des poires d'été dans le contexte de déclin du verger français

**Les prix des poires d'été françaises connaissent une bonne tenue dans un contexte de recul de la production. Cette dernière est assez saisonnière. La France est excédentaire en poires d'été et se trouve de plus en plus déficitaire pour les poires d'automne et d'hiver. L'Union européenne dans son ensemble est déficitaire, malgré la fourniture de pays comme la Belgique ou les Pays-Bas, qui ont développé leur production et leurs exportations. Le verger français décline quant à lui depuis vingt ans, en raison d'une désaffection pour cette culture sensible et exigeante en savoir-faire.**

#### Cours des poires d'été soutenu

En 2010, le cours des poires d'été est soutenu : le marché est dégagé et la concurrence espagnole avec la Limonera est faible. En juillet, l'indice des prix à la production des produits agricoles (Ippap) est supérieur de 14 % à la moyenne 2005/2009. Celui d'août dépasse de 21 % la moyenne quinquennale. Concernant le commerce extérieur en poires le solde est excédentaire pendant l'été, de juillet à septembre, et déficitaire le reste de l'année. Ce déficit a tendance à se creuser depuis 2004.

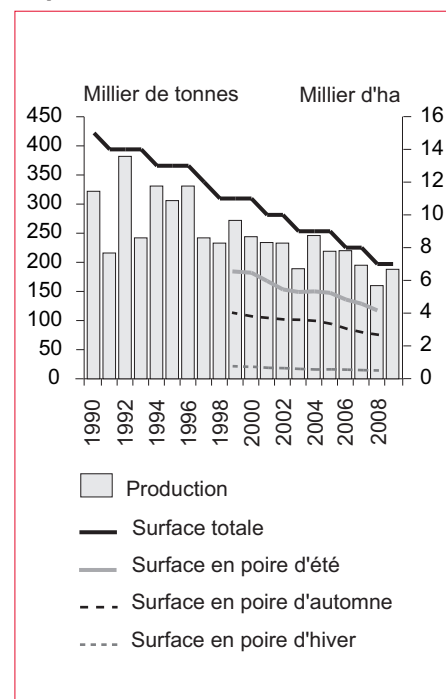
#### Une production qui décline en France

En France, la production décline depuis 20 ans en raison d'une érosion des surfaces plantées. Toutes les régions et toutes les variétés (d'été, d'automne et d'hiver) sont concernées par cette diminution.

Le verger français, quoique tourné vers la production estivale – représentant 57 % des variétés en 2009 avec comme variété principale la Williams – comprend une palette de variétés diversifiée. La part de la Williams augmente au détriment de la Guyot, mais la part des poires d'été dans l'ensemble des poires reste stable. La France n'est pas positionnée sur une variété phare, contrairement à nos principaux concurrents étrangers. Pour le Portugal, la variété spécifique est la Rochas, pour la Belgique ou les Pays-Bas, il s'agit de la variété Conférence et pour l'Italie, de la variété Fétel. La culture de la poire est peu renouvelée : seulement 13 % de la surface replantée a moins de dix ans contre 37 % pour les pommiers ou 56 % pour les pêchers.

Depuis quelques années, l'Union européenne est marquée par une progression forte des récoltes de pays comme la Belgique et les Pays-Bas alors que

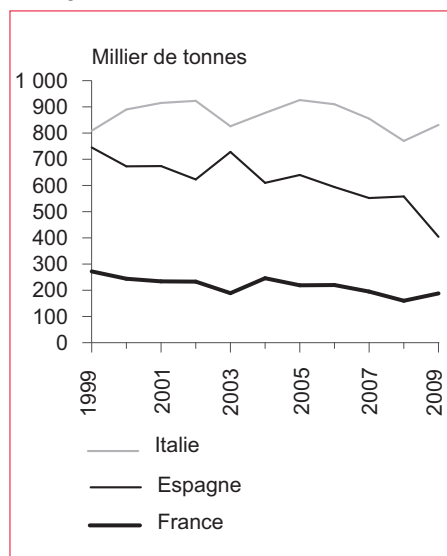
#### Le déclin de la production est lié à une érosion des surfaces depuis 20 ans



Source : Agreste

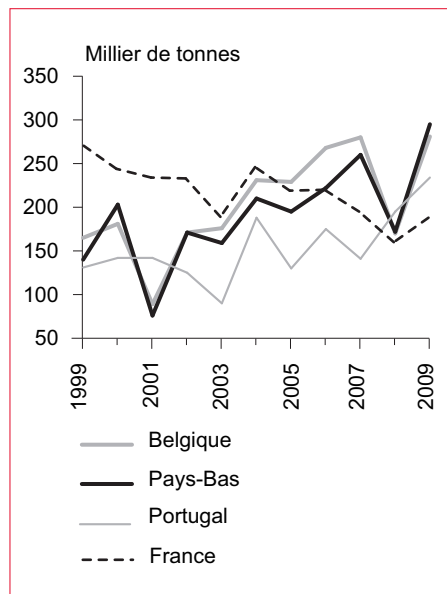
les deux principaux producteurs que sont l'Italie et l'Espagne voient leur potentiel stable ou en régression. Ce phénomène est relié directement aux variations des surfaces en production : elles sont en régression en Espagne (- 11 % entre 1990 et 2007) et en Italie (- 20 % entre 1990 et 2009) alors qu'elles triplent presque en Belgique de 1990 à 2007 et qu'elles augmentent de 53 % aux Pays-Bas entre 1990 et 2008.

### Érosion de la production de poires pour les principaux producteurs européens...



Sources : Eurostat, Agreste

### ...tandis qu'elle progresse pour les pays européens challengers



Source : Eurostat

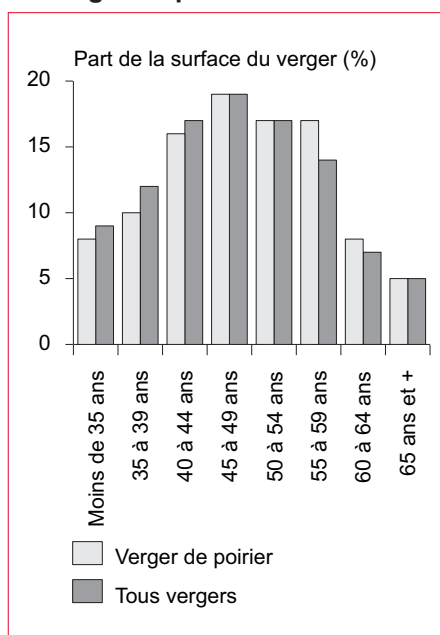
### Désintérêt pour la culture de la poire dans l'Hexagone

Un certain nombre de freins, spécifiques à la culture du poirier, expliquent la faible attractivité de cette production.

La France est positionnée sur des variétés d'été, à potentiel qualitatif important. Cependant, leur conservation est courte en comparaison des variétés d'automne ou d'hiver. Un effort de plantation est réalisé depuis quelques années avec une nouvelle variété d'hiver gustative comme l'Angelys. Cependant, l'innovation variétale est réduite en comparaison d'autres espèces comme la pêche ou la pomme.

La sensibilité au feu bactérien constitue un obstacle à la culture du poirier. La plupart des variétés actuelles sont très sensibles à cette maladie qui, dans les années 1990, a décimé les vergers de Passe-Crassane. La solution, qui passe par l'obtention de variétés tolérantes, suppose des moyens en recherche et développement. D'autres faiblesses existent, comme la sensibilité aux gelées printanières en raison de la précocité de la floraison ou celle

### L'âge des producteurs pourrait être l'un des paramètres lié au faible renouvellement du verger de poirier



Source : Agreste - Enquête des vergers de 2007

liée aux coulures fréquentes après nouaison. La taille doit être adaptée pour chaque variété. Toutes ces contraintes exigent une grande technicité de la part des arboriculteurs qui pourraient préférer des espèces plus simples à conduire. D'ailleurs, 83 % des producteurs de poire cultivent aussi des surfaces en pommier en 2007. Seulement 5 % des producteurs de poire sont spécialisés dans la culture de la poire, alors que 26 % des producteurs de pomme sont spécialisés dans la culture de la pomme.

Un autre frein structurel est lié à l'entrée en production des plantations qui est tardive. Elle peut atteindre jusqu'à cinq à sept ans pour la poire selon le choix de la variété ou du porte-greffe, contre trois ans pour la pomme. Par contre, la longévité de la culture peut atteindre 40 ans et plus. Par ailleurs, les parts de surface de verger de poirier pour les classes d'âge des exploitants de 55 à 65 ans sont sur représentées alors que celles jusqu'à 49 ans sont sous représentées par rapport à l'ensemble des vergers (toutes espèces). Il est envisageable de penser que ces trois paramètres pourraient inciter les arboriculteurs à faiblement renouveler leur verger ou en tout cas à le renouveler en priorité vers d'autres espèces plus rapidement productives, avec un meilleur retour sur investissement.

Enfin, les variétés de poire demandent une manipulation plus attentionnée et un affinage particulier en chambre froide afin d'éviter les phénomènes de bletissement en cours de commercialisation. Les structures en aval - stations fruitières, etc. - pourraient privilégier plutôt les fruits de meilleure tenue comme les pommes. Avec l'abricot et la cerise, la poire fait partie des fruits dont la filière est la moins organisée : selon l'enquête Vergers 2007, seulement 42 % de la production récoltée transite par les organismes de producteurs contre 68 % pour la pomme en 2007.

### Un potentiel de consommation pourtant présent dans l'Union européenne

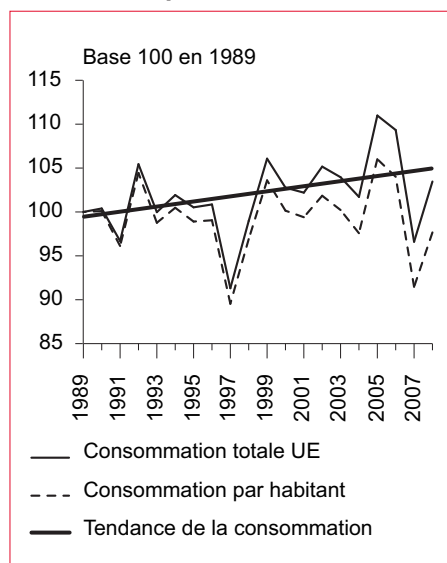
Depuis les années 1990, la consommation de poire de l'ensemble du continent européen progresse, en lien probable

avec l'augmentation de la population car la consommation par tête a plutôt tendance à stagner. Cependant, un fléchissement se produit en 2006 et 2007, en relation avec des petites récoltes. Certains pays s'inscrivent dans une tendance à la baisse, comme le Royaume-Uni, dont la consommation par habitant a diminué de 32 % depuis 1994. En revanche, d'autres pays comme le Portugal, qui ne représente que 5 % de la consommation européenne, se placent dans une tendance haussière à long terme (+ 40 % entre 1989 et 2004). Il en est de même pour les Pays-Bas. Sur une longue période, certains pays sont relativement stables comme l'Italie, l'Allemagne ou la France. Selon le KantarWorldpanel, cette dernière est tirée avant tout par la population âgée de plus de 50 ans. L'Italie, principal consommateur européen, représente 26 % de la consommation totale.

### Pression des importations européennes en provenance de Belgique ou des Pays-Bas

La capacité française d'exportation de poire décline depuis de nombreuses années, en lien avec la baisse de la production. Entre 2000 et 2009, les exportations ont diminué de 20 %, la production baissant quasiment dans la même proportion sur la même période

### Sur longue période, la consommation totale de poires progresse dans l'Union européenne



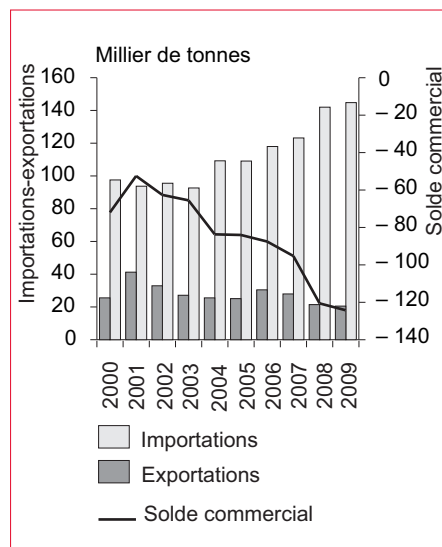
Source : Eurostat

(- 23 %). Parmi les principales destinations, c'est surtout vers le Royaume-Uni (- 79 %), la Belgique (- 34 %) et l'Allemagne (- 18 %) que la chute a été la plus importante.

Depuis 2002, les importations françaises de poires européennes, sept fois plus nombreuses que les exportations, explosent. Les importations françaises augmentent notamment en provenance de Belgique ou des Pays-Bas, dont les productions sont essentiellement tournées vers l'exportation, la consommation interne étant inférieure à la production. En 2009, elles représentent respectivement 28 % et 17 % des importations françaises en provenance de l'Union européenne.

La concurrence européenne se concentre sur les mois d'octobre à avril avec des variétés d'automne-hiver comme l'Abate ou la Conférence. Elle est la plus faible en été, au moment où les premières poires d'été françaises arrivent sur le marché. Cependant, selon FranceAgriMer, les introductions belges, constituées surtout de la variété Conférence, débutent de plus en plus précocement, perturbant la fin de campagne de la Williams française. Elles contraignent aussi à décaler la mise en marché des variétés d'automne françaises.

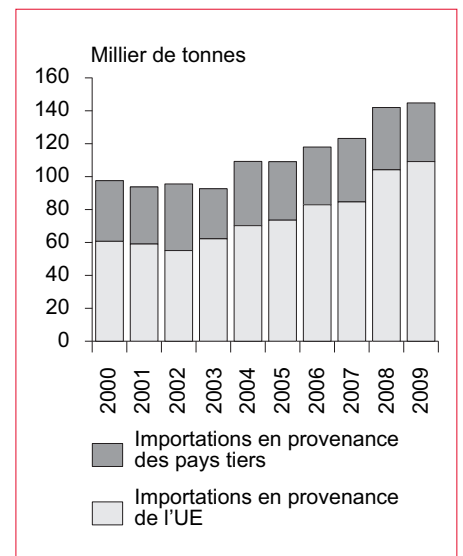
### Depuis 10 ans, le déficit du commerce extérieur s'aggrave



Source : DGDDI (Douanes)

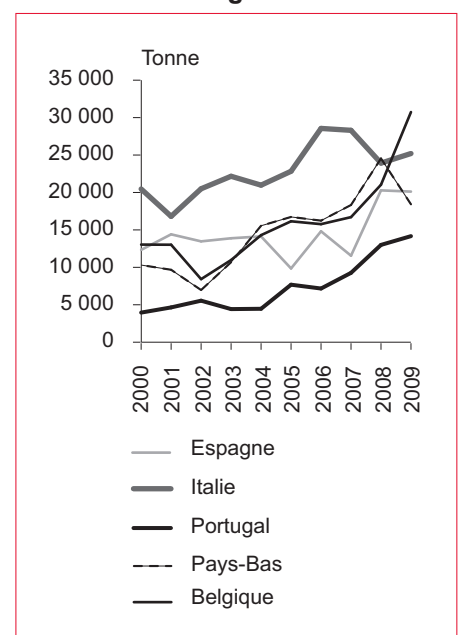
Depuis dix ans, les importations en provenance de l'hémisphère Sud sont stables. Ces dernières années, les achats en provenance d'Argentine ont progressé fortement au détriment de ceux d'Afrique du Sud.

### Depuis 2002, accélération des importations de poires européennes



Source : DGDDI (Douanes)

### Forte progression des importations en provenance de Belgique et des Pays-Bas et dans une moindre mesure du Portugal



Source : DGDDI (Douanes)

### Sources

- Indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap): Agreste, Insee
- Cours : FranceAgriMer-SNM
- Prévisions de productions et surfaces : enquête de conjoncture fruitière du SSP
- Données historiques de productions et surfaces : SAA, Agreste
- Données de commerce extérieur : DGDDI (Douanes)
- Informations qualitatives sur les marchés : Fel Actualités d'Interfel
- Prévisions de productions européennes : Eurostat
- Enquête verger 2007 (Agreste)
- KantarWorldpanel

### Pour en savoir plus

Toutes les informations conjoncturelles et structurelles sur les fruits sont disponibles à parution sur le site Agreste de la statistique agricole : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Fruits » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Fruits » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Stocks de pommes très réduits, fin de campagne pour la poire », Infos rapides Stocks Pomme-Poire n° 10/10, juillet 2010
- « En 2010, production prévue en net recul par rapport à 2009 », Infos rapides Poire n° 2/4, septembre 2010
- « Prévisions de récolte 2010 en recul par rapport à 2009 » Infos rapides Pomme n° 4/6, septembre 2010
- « Marché de nouveau difficile en fin de mois », Infos rapides Pêche n° 5/5, septembre 2010
- « Une production prévue en net recul par rapport à 2009 », Infos rapides Abricot n° 4/4, août 2010
- « Potentiel de production révisé à la baisse », Infos rapides Cerise n° 3/3, juillet 2010
- « Commerce de la pomme difficile en 2009 », Synthèse Fruits n° 2010/110, avril 2010

Le Centre de documentation et d'information Agreste (CDIA) : ouverture les lundis, mardis et jeudis de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85, Mél. : [agreste-info@agriculture.gouv.fr](mailto:agreste-info@agriculture.gouv.fr)

[Retour éditorial](#)

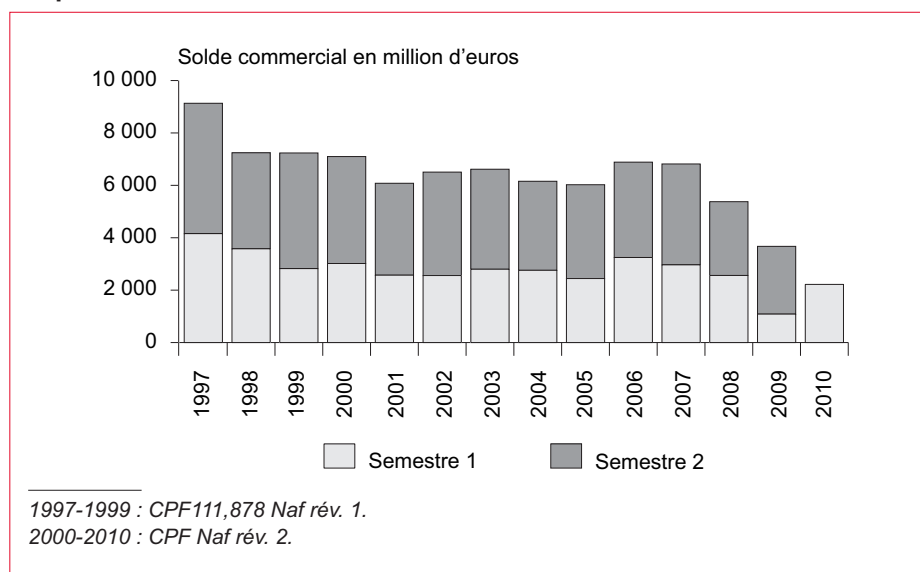
## Industries agroalimentaires : la reprise de l'excédent commercial en 2010 est essentiellement due aux boissons

**S**ur un an, entre le premier semestre 2009 et le premier semestre 2010, l'excédent commercial des industries agroalimentaires (IAA) s'est amélioré : la demande extérieure a repris, après avoir été affectée par la crise économique. Ce sont les boissons alcooliques distillées et les champagnes et mousseux, dont les volumes exportés augmentent, qui contribuent le plus à la progression du solde devant les produits laitiers. Cependant, malgré cette reprise, le solde commercial n'a pas retrouvé son niveau de 2005, avant la flambée des prix des matières premières. L'excédent commercial des IAA, au-delà de l'épisode conjoncturel de 2006/2007, subit les effets de l'érosion du solde des échanges des secteurs des viandes, des produits de la pêche, des huiles et graisses et des produits à base de fruits et légumes.

**Au premier semestre 2010, reprise limitée de l'excédent commercial des IAA après une année de crise**

L'excédent commercial français des industries agroalimentaires (IAA) s'est considérablement redressé entre le premier semestre 2009 et le premier semestre 2010. Cumulé sur les six premiers mois de 2010, l'excédent commercial s'élève à 2,2 milliards d'euros (Md€). Il augmente ainsi de 1,1 Md€ en cumul sur les six premiers mois de 2010 par rapport à la période correspondante de 2009, en pleine crise économique : le solde commercial du premier semestre 2009 constitue un point particulièrement bas, jamais atteint depuis 1997. Ce rattrapage n'est cependant que partiel. Au premier semestre 2010, le solde

**Au-delà des phénomènes conjoncturels, la tendance depuis 1997 est plutôt à la baisse de l'excédent**





commercial des IAA n'atteint pas le niveau du premier semestre 2005, avant la flambée des prix des matières premières agricoles, ni même celui de 2001, année de la crise bovine.

La reprise du solde commercial des IAA jusqu'au niveau de 2007/2008, où la conjoncture était particulière, est peu probable. En effet, au-delà des phénomènes conjoncturels, la tendance depuis 1997 est à la baisse de l'excédent : le solde des échanges des secteurs des viandes, des produits de la pêche, des huiles et graisses et des produits à base de fruits et légumes se dégrade. En 2006, dans un contexte d'envolée des prix des matières premières agricoles, le solde commercial des IAA s'était brusquement amélioré. Deux ans après cette hausse conjoncturelle, la crise économique, autre phénomène, a accéléré la tendance à la baisse de long terme. La demande extérieure s'est contractée, provoquant une baisse de l'excédent des IAA de 1,5 Md€. L'amélioration par rapport au premier semestre 2009 est le résultat de la reprise de la demande extérieure : les exportations ont progressé de 8 %, soit une hausse de 1,2 Md€.

L'augmentation des exportations en boissons et, dans une moindre mesure, en produits laitiers contribue

le plus à l'amélioration de l'excédent commercial. Au premier semestre 2010, la reprise de l'excédent commercial des boissons est presque aussi fulgurante que leur chute du premier semestre 2009. Le taux de change euro/dollar ne semble pas avoir joué un rôle prépondérant dans cette reprise : il a augmenté de 6 % au premier trimestre, avant de se rétracter de 7 % au deuxième trimestre. Dans une moindre mesure, l'amélioration de l'excédent des produits laitiers a participé au premier semestre 2010 à la reprise du solde commercial des IAA.

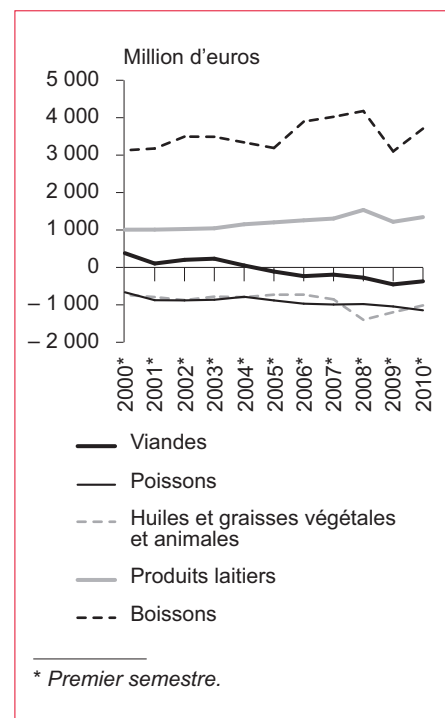
### Le secteur des boissons contribue le plus à la reprise de l'excédent commercial des IAA

De 2006 à 2010, les fluctuations des exportations de boissons alcoolisées, à l'exception du whisky, expliquent l'essentiel des variations de l'excédent commercial des IAA. Ainsi, en 2010 comme en 2006/2007, ce sont les boissons, premier poste d'exportation, qui contribuent le plus à l'amélioration de leur excédent commercial.

L'amélioration de l'excédent commercial des boissons en 2006/2007 est surtout due à la progression des quantités exportées, aussi bien des boissons distillées que des champagnes

et des vins. En 2008, c'est un effet prix important des vins qui permet le maintien du niveau de l'excédent, alors que les débuts de la crise réduisent les volumes achetés pour tous les produits.

### La reprise du solde commercial des IAA est essentiellement due aux boissons



Source : DGDDI (Douanes)

### Forte reprise des exportations de boissons alcooliques distillées et des champagnes et mousseux au premier semestre 2010

Unité : million d'euros

	Évolution en niveau du solde 2006/2005*			Évolution en niveau du solde 2007/2006*			Évolution en niveau du solde 2008/2007*			Évolution en niveau du solde 2009/2008*			Évolution en niveau du solde 2010/2009*		
	Valeur	Quantités	Prix	Valeur	Quantités	Prix	Valeur	Quantités	Prix	Valeur	Quantités	Prix	Valeur	Quantités	Prix
Boissons alcooliques distillées	190	44	146	52	153	-101	-91	-14	-77	-228	-178	-51	255	144	111
Champagne et mousseux	196	113	83	126	96	30	-11	-3	-8	-439	-287	-152	226	161	66
Vins	211	74	137	73	119	-45	246	-204	450	-396	-228	-169	95	75	20
Cidre et autres vins de fruits	6	2	4	-1	4	-4	-1	-2	1	-2	-2	-1	1	-1	3
Autres boissons fermentées	4	2	2	-7	3	-9	-5	-21	15	8	1	7	0	-2	2
Bière	-2	-9	7	-29	-26	-3	21	36	-15	7	10	-3	-1	-4	3
Boissons rafraîchissantes	17	-16	33	-74	-23	-51	-26	27	-53	25	-39	64	-6	4	-10
Eaux de table	90	55	35	-24	-61	37	-12	5	-17	-75	-87	12	11	-9	20
Boissons	712	266	446	118	264	-146	122	-176	297	-1101	-809	-293	582	367	215

\* Premier semestre.

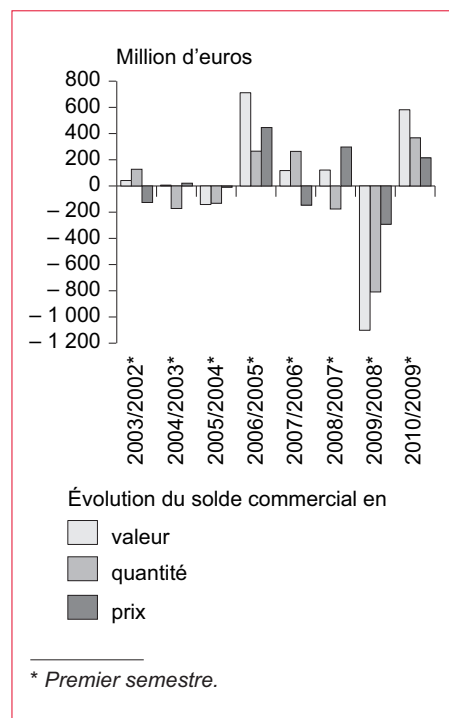
Source : DGDDI (Douanes)

Au premier semestre 2010, la reprise des exportations de boissons en volume, et particulièrement des boissons alcooliques distillées et des champagnes et mousseux, est consi-

dérable, rattrapant la forte baisse de 2009. Ainsi, l'excédent commercial des boissons progresse de 600 Md€ entre le premier semestre 2009 et le premier semestre 2010. La progression de

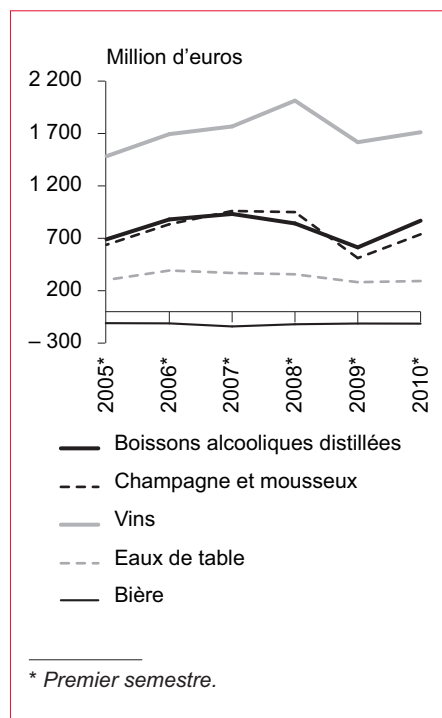
l'excédent commercial des vins est plus modérée que celle des champagnes et mousseux et des boissons alcooliques distillées. Ces derniers ont en effet profité d'une forte hausse des volumes de cognac exportés, malgré un effet prix défavorable pour les whiskeys. En revanche, le solde commercial des boissons rafraîchissantes se contracte légèrement sur le premier semestre 2010 : les exportations en valeur se réduisent, car l'augmentation des exportations en volume ne compense pas la baisse des prix.

### Au premier semestre 2010, reprise des exportations de boissons



Source : DGDDI (Douanes)

### En 2006 et 2009, hausses des excédents commerciaux des boissons alcooliques distillées, des champagnes et mousseux et des vins



Source : DGDDI (Douanes)

### Les exportations en volume de produits laitiers se redressent, participant à l'amélioration du solde commercial des IAA

De 2006 à 2010, les produits laitiers ont un impact plus modéré que les boissons sur l'évolution du solde positif du commerce extérieur des IAA. Ils ont toutefois contribué au pic de 2008 ainsi qu'à la chute de 2009 et la reprise de 2010, de façon assez synchrone avec les autres secteurs. Leur reprise est toutefois moins marquée en 2010, pénalisée par des prix bas.

Ainsi, au premier semestre 2010, l'excédent commercial des produits laitiers s'améliore de 10 %. Après un bon résultat en 2008, grâce à des exportations

### Le lait en poudre écrémé contribue fortement à la reprise de l'excédent commercial des produits laitiers

Unité : million d'euros

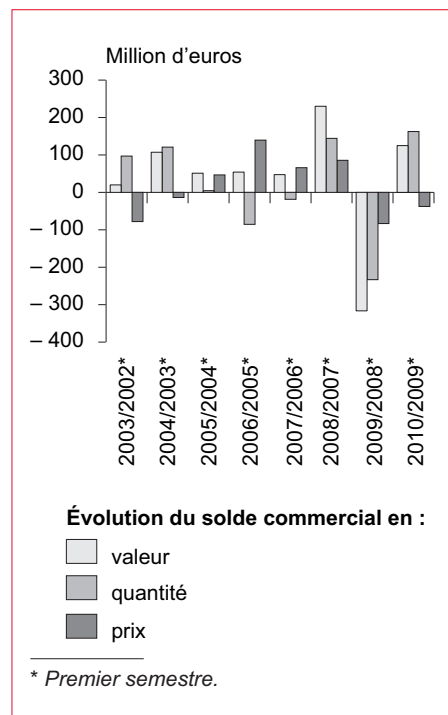
	Évolution en niveau du solde 2006/2005*			Évolution en niveau du solde 2007/2006*			Évolution en niveau du solde 2008/2007*			Évolution en niveau du solde 2009/2008*			Évolution en niveau du solde 2010/2009*		
	Valeur	Quantités	Prix	Valeur	Quantités	Prix	Valeur	Quantités	Prix	Valeur	Quantités	Prix	Valeur	Quantités	Prix
Lait liquide	- 2	- 5	2	17	19	- 2	51	17	34	- 80	- 49	- 31	5	- 10	15
Crème de lait	- 7	- 22	15	- 13	2	- 14	- 25	- 55	30	7	30	- 23	- 7	24	- 32
Produits frais	31	19	12	0	0	0	61	49	12	4	13	- 9	8	8	0
Beurre conditionné GMS	- 28	- 53	25	1	- 7	8	- 11	12	- 23	52	32	20	- 63	- 33	- 31
Fromages	40	9	30	- 13	- 30	18	93	54	39	- 89	- 125	36	43	101	- 59
Lait en poudre écrémé	20	21	- 1	37	27	10	18	21	- 3	- 52	- 34	- 18	113	92	21
Lait en poudre entier	- 30	- 44	14	0	2	- 2	36	38	- 2	- 67	- 74	7	6	- 6	12
Caséine et caséinates	- 16	- 12	- 3	- 11	- 12	1	40	11	29	- 39	- 12	- 27	7	6	1
Glaces et sorbets	23	6	18	0	6	- 6	- 41	- 51	10	- 4	3	- 7	- 10	- 5	- 6
Autres	25	- 3	28	28	- 26	54	9	49	- 40	- 48	- 17	- 31	23	- 15	39
Produits laitiers	54	- 85	140	47	- 19	66	230	144	86	- 316	- 233	- 83	125	163	- 38

\* Premier semestre.

Source : DGDDI (Douanes)

en volume dynamiques, et une chute en 2009, l'excédent commercial des produits laitiers est revenu à son niveau du premier semestre 2007 : les prix à l'importation ont augmenté mais les volumes exportés ont nettement repris. Le lait en poudre écrémé contribue le plus à cette reprise : les volumes exportés ont quasiment doublé entre le premier semestre 2009 et le premier semestre 2010. Les exportations en volume de fromages ont aussi augmenté (+ 7 %), mais dans une moindre mesure. En revanche, le solde commercial du beurre conditionné GMS a souffert d'une baisse des exportations en volume et des prix à l'exportation.

### Fort impact de la hausse des exportations en volume sur l'amélioration de l'excédent des produits laitiers



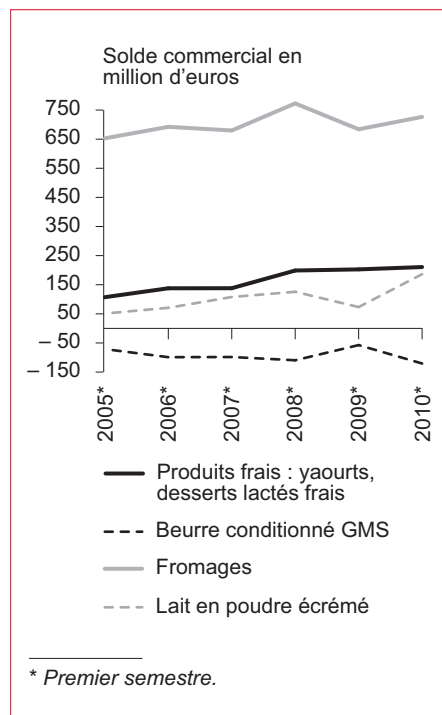
Source : DGDDI (Douanes)

### Réduction du déficit commercial des huiles et graisses végétales en 2009 et 2010

De 2006 à 2010, pour les huiles et graisses végétales et animales, les fluctuations des prix des matières premières ont eu des effets inverses à ceux des autres secteurs, la France étant déficitaire pour ces produits. Ce déficit s'est fortement accru sous l'effet de la flambée des prix des matières premières en 2007, et surtout en 2008. Ce phénomène a été renforcé par des besoins d'importation accrus en relation avec le développement des biocarburants.

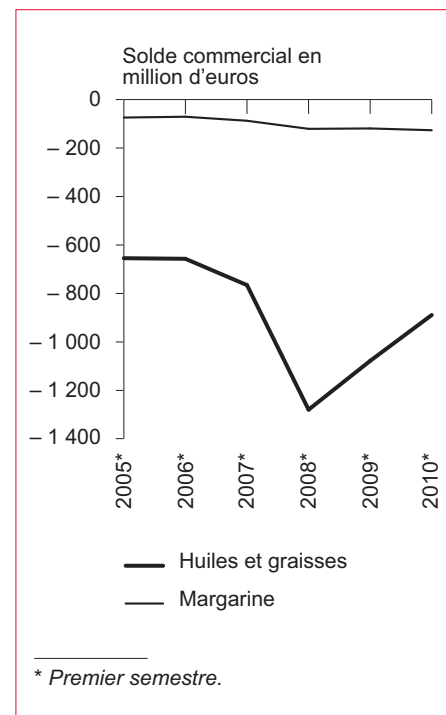
En 2009 et 2010, le déficit commercial s'est réduit sous l'effet de la baisse des prix, mais aussi d'une réduction des volumes. Les importations en volume d'huiles et graisses ont en effet diminué de 12 % entre le premier semestre 2009 et le premier semestre 2010. Cette baisse des importations en huiles et graisses serait le résultat d'une hausse de la production française : cette dernière a augmenté de 4 % entre le premier semestre 2009 et le premier semestre 2010. Le déficit des tourteaux, grâce à un effet volume très favorable, se réduit beaucoup plus nettement que celui des huiles. Il est vrai que le tourteau de colza, dont les disponibilités sont importantes, se

### Le lait en poudre écrémé participe à l'amélioration de l'excédent commercial de l'ensemble des produits laitiers



Source : DGDDI (Douanes)

### Après une forte hausse en 2008, le déficit commercial des huiles et graisses se réduit



Source : DGDDI (Douanes)

### Depuis le premier semestre 2009, le déficit commercial des huiles et graisses se rétracte

Unité : million d'euros

	Évolution en niveau du solde 2006/2005*			Évolution en niveau du solde 2007/2006*			Évolution en niveau du solde 2008/2007*			Évolution en niveau du solde 2009/2008*			Évolution en niveau du solde 2010/2009*		
	Valeur	Quantités	Prix	Valeur	Quantités	Prix	Valeur	Quantités	Prix	Valeur	Quantités	Prix	Valeur	Quantités	Prix
Huiles et graisses	- 2	71	- 74	- 109	- 60	- 48	- 514	- 204	- 309	201	275	- 74	189	204	- 14
Margarine	3	2	1	- 17	- 11	- 5	- 33	- 9	- 25	2	4	- 3	- 7	- 16	9
Huiles et graisses végétales et animales	1	74	- 73	- 125	- 72	- 54	- 547	- 213	- 334	203	280	- 77	182	188	- 6

\* Premier semestre.  
Source : DGDDI (Douanes)

substitue progressivement au tourteau de soja importé. En revanche, le déficit de la margarine s'aggrave : les volumes importés augmentent de 11 % au premier semestre 2010.

### Pause dans la hausse du déficit commercial des viandes et produits à base de viandes

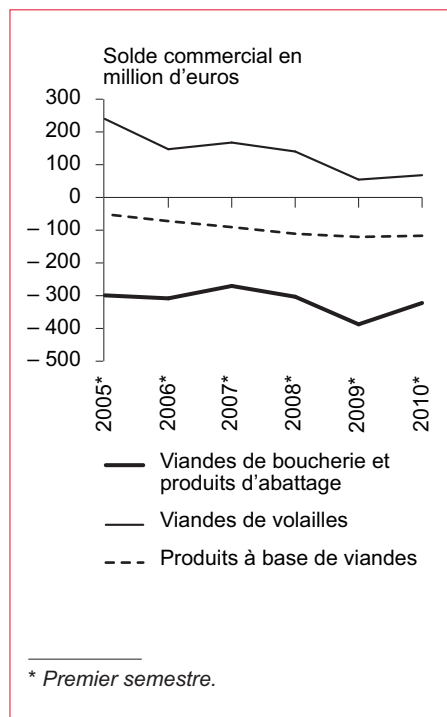
L'aggravation tendancielle du déficit commercial des viandes et produits à base de viandes, de même que celui des produits de la pêche, des produits à base de fruits et légumes et des hui-

les et graisses, contribue à l'érosion structurelle du solde global des IAA. Le secteur des viandes est devenu déficitaire en 2005, l'excédent en baisse des viandes de volailles ne compensant plus le déficit des autres viandes et préparations à base de viande. Bien que de façon modérée, le secteur des viandes a contribué à la hausse conjoncturelle du solde de 2006/2007 grâce à un effet prix.

Au premier semestre 2010, le déficit commercial des viandes et produits à base de viandes marque une pause

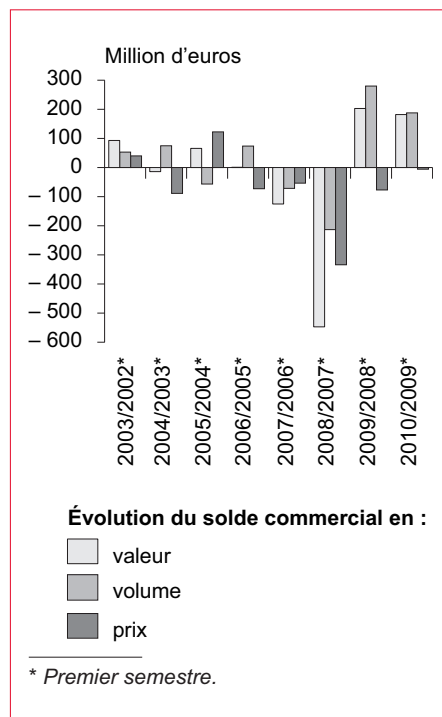
dans sa progression, se tassant de 82 millions d'euros (M€). La hausse des prix à l'exportation combinée à la baisse des prix à l'importation est la principale raison de cette amélioration. Les viandes de boucherie et produits d'abattage, fortement importateurs, participent à cette amélioration : leur déficit a diminué de 65 M€, soit - 17 %, par rapport au premier semestre 2009. L'excédent commercial des viandes de volailles progresse en outre de 25 %, grâce à l'augmentation des prix à l'exportation.

### Réduction du déficit commercial des viandes de boucherie et pause dans la baisse de l'excédent des viandes de volailles



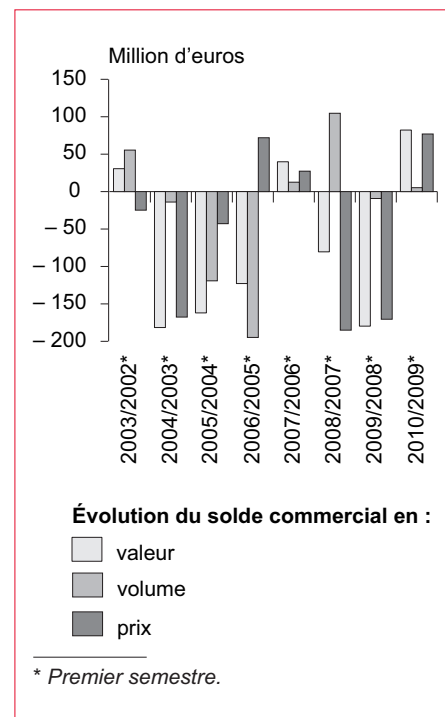
Source : DGDDI (Douanes)

### Le volume importé d'huiles et graisses végétales et animales se rétracte



Source : DGDDI (Douanes)

### Réduction du déficit commercial des viandes et produits à base de viandes au premier semestre 2010



Source : DGDDI (Douanes)

### Réduction en 2010 du déficit commercial des viandes et produits à base de viandes grâce aux viandes de boucherie

Unité : million d'euros

	Évolution en niveau du solde 2006/2005*			Évolution en niveau du solde 2007/2006*			Évolution en niveau du solde 2008/2007*			Évolution en niveau du solde 2009/2008*			Évolution en niveau du solde 2010/2009*		
	Valeur	Quantités	Prix	Valeur	Quantités	Prix	Valeur	Quantités	Prix	Valeur	Quantités	Prix	Valeur	Quantités	Prix
Viandes de boucherie	- 9	- 96	87	38	- 7	45	- 33	121	- 154	- 84	- 54	- 30	65	19	46
Viandes de volailles	- 92	- 144	52	20	43	- 22	- 27	- 11	- 16	- 86	- 65	- 20	13	- 6	19
Produits à base de viandes	- 21	45	- 66	- 18	- 23	5	- 20	- 5	- 15	- 10	110	- 120	4	- 7	11
Viandes et produits à base de viandes	- 123	- 195	72	40	13	27	- 80	105	- 185	- 180	- 9	- 171	82	5	77

\* Premier semestre.  
Source : DGDDI (Douanes)

## Méthodologie

- Pour un produit donné, le solde du commerce extérieur (ou solde commercial) en valeur est la différence entre la valeur des exportations et celle des importations.
- Pour cette étude, l'évolution de la valeur du solde entre le premier semestre de l'année  $n - 1$  et celui de l'année  $n$  est partagée en deux facteurs : l'effet quantité et l'effet prix unitaire. Ces deux effets conjugués représentent l'évolution du solde commercial.

Soient

- $p_{e1}$  : la valeur unitaire à l'exportation du premier semestre de l'année  $n - 1$
- $p_{e2}$  : la valeur unitaire à l'exportation du premier semestre de l'année  $n$
- $p_{i1}$  : la valeur unitaire à l'importation du premier semestre de l'année  $n - 1$
- $p_{i2}$  : la valeur unitaire à l'importation du premier semestre de l'année  $n$
- $q_{e1}$  : la quantité exportée au premier semestre de l'année  $n - 1$
- $q_{e2}$  : la quantité exportée au premier semestre de l'année  $n$
- $q_{i1}$  : la quantité importée au premier semestre de l'année  $n - 1$
- $q_{i2}$  : la quantité importée au premier semestre de l'année  $n$

1 - Pour chaque classe de la CPF rév 2 (niveau 4), l'effet quantité et l'effet prix unitaire ont été calculés ainsi :

$$\text{Effet quantité } n/n - 1 = (p_{e2} * q_{e2} - p_{e1} * q_{e1}) - (p_{i2} * q_{i2} - p_{i1} * q_{i1}).$$

Il représente l'évolution du solde à prix unitaire constant sur l'ensemble de la classe.

$$\text{Effet prix unitaire } n/n - 1 = (q_{e2} * p_{e2} - q_{e1} * p_{e1}) - (q_{i2} * p_{i2} - q_{i1} * p_{i1}).$$

Il représente l'évolution du solde à quantité constante sur l'ensemble de la classe.

2 - On agrège au niveau des groupes de la CPF rév 2 (niveau 2) en sommant les effets au niveau classes.

### Remarque :

Le partage quantité-prix étant calculé au niveau classe, il ne permet pas d'isoler l'effet strictement lié au prix de l'effet lié à l'évolution des quantités et de la répartition des quantités à l'intérieur de ces classes.

### Par exemple :

Si le prix du cognac est supérieur à celui de la vodka, à prix respectifs inchangés et avec des quantités totales (cognac + vodka) inchangées, la valeur de la classe « boissons alcooliques distillées » augmentera si la proportion de cognac augmente. Cet effet volume ne sera pas capté dans notre effet quantité ainsi calculé.

## Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « IAA : la reprise se poursuit », Synthèse IAA n° 2010/120, juillet 2010
- « IAA 2009 : un second semestre mieux orienté », Synthèse IAA n° 2010/112, avril 2010
- « Au troisième trimestre 2009, l'éclaircie se confirme pour les IAA », Synthèse IAA n° 2010/103, janvier 2010
- « IAA - Enquête annuelle d'entreprise - Résultats sectoriels et régionaux 2007 », Chiffres et données, n° 163, février 2009
- « L'industrie des boissons pénalisée par la crise économique et un été pluvieux », Agreste Conjoncture, n° 2008/54, décembre 2008
- « Une croissance soutenue - Enquête annuelle d'entreprise IAA - Résultats définitifs 2007 », Agreste Primeur, n° 213, juillet 2008
- « Dynamisme des exportations de cognac et de vodka », Agreste conjoncture, mai 2007
- « Effet mesuré des hausses de prix sur l'évolution du solde agroalimentaire », Agreste conjoncture, décembre 2007



# ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

## Prix agricoles et alimentaires

Synthèse septembre n° 2010/126

[Retour éditorial](#)

### Nouveau rebond des prix agricoles après un épisode exceptionnel de flambée-dépression

**Au début de la campagne 2010/2011, les prix agricoles français rebondissent sur une période de baisse, comme en 2006 avant l'épisode exceptionnel de 2006/2010. Pour autant, les deux campagnes ont démarré sur des contextes différents. Malgré la dépression de 2009, les prix de juillet 2010 dépassent encore de plus de 10 % ceux de juillet 2006. Par ailleurs, entre 2006 et 2010, les fluctuations de prix ont obéi à des problématiques et des rythmes différents selon les produits. Elles ont été particulièrement contrastées pour les grandes cultures, le lait de vache, et aussi pour les volailles. En parallèle, les coûts de production, qui croissaient sur longue période, ont enregistré en différé la baisse des matières premières de 2009 mais sans reculer ensuite à un rythme aussi vif.**

#### Depuis juillet 2010, un net rebond des prix agricoles...

En juillet 2010, les prix agricoles affichent une hausse sur un an de 7 %, alors qu'ils se maintenaient tout juste au-dessus de 2009 d'avril à juin, après une baisse continue depuis septembre 2008. Par rapport à juillet 2006 à l'amorce de la flambée des prix de 2007/2008, la hausse atteint plus de 10 %.

Les prix des grandes cultures croissent de 16 % sur un an. La campagne française 2009/2010 s'est achevée positivement sur une reprise des prix céréaliers et oléagineux même s'ils restaient en dessous du niveau de 2009 jusqu'en juin, à l'exception du

maïs et des oléagineux. Cette reprise résultait notamment de la baisse du taux de change de l'euro et des incertitudes concernant les futures récoltes européennes. En juillet, s'y ajoute une forte hausse des prix mondiaux résultant des chutes de récoltes en Ukraine et en Russie provoquées par la sécheresse. En août, les cours décollent nettement du niveau de 2009, de 70 % pour le blé rendu Rouen, de 52 % pour le maïs et de 78 % pour l'orge (*Flambée des cours des grandes cultures en juillet et août 2010, Céréales et oléagineux 2010/123, septembre 2010*).

Pour les fruits et surtout pour les légumes frais, la hausse sur un an s'accé-

lère aussi par rapport aux mois précédents. Elle apparaît d'autant plus forte que les prix avaient souffert en 2009 d'une chute très rude, notamment ceux de l'abricot. En 2010, à cause des conditions climatiques, l'offre de légumes de plein champ et de fruits est limitée et, pour ces derniers, les récoltes retardées. Face à cela, la consommation est soutenue par les fortes chaleurs, ce qui fait bondir les prix à la production au-dessus de ceux de 2009. En juillet, seuls les prix de la cerise du fait d'une récolte abondante, et de la fraise restent inférieurs aux dernières campagnes. La hausse enregistrée pour l'ensemble des fruits est portée essentiellement par l'abricot (+ 64 % par rapport à 2009).

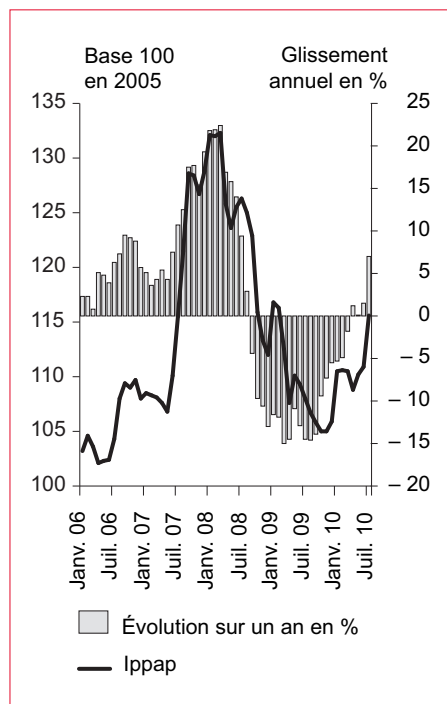
En août, elle s'atténue, de même que pour les légumes, et le prix de la pêche tombe en dessous du prix moyen

2005/2009 à cause d'un retard de production et de la pluviosité du mois moins favorable à sa consommation.

ont obéi à des rythmes et des problématiques différentes selon les produits.

En parallèle sur longue période, la hausse des coûts de production est régulièrement alimentée par les produits manufacturés et les services. Celle-ci s'est accélérée à partir de 2000 sous l'effet de l'augmentation du

### La baisse des prix agricoles sur un an est continue de septembre 2008 à mars 2010



Sources : Insee, Agreste

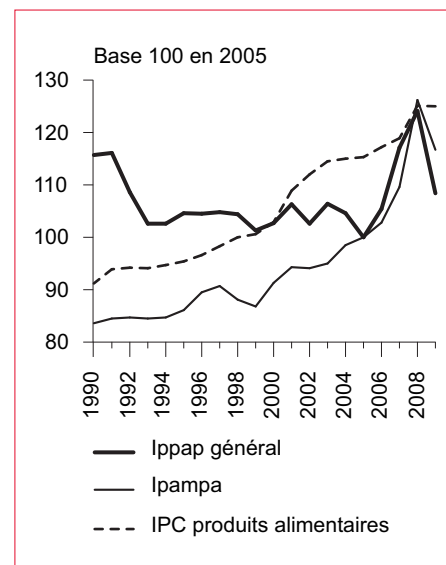
Enfin pour les autres productions végétales, la baisse des prix des vins de qualité continue de ralentir grâce au redémarrage de la demande intérieure et des exportations.

Le prix du lait de vache augmente de 14 % par rapport à 2009, expliquant aussi fortement la hausse globale des prix agricoles. Au contraire, les prix des porcins et des volailles tirent les prix des viandes vers le bas.

### ... après l'épisode exceptionnel de 2006 et 2010 sur la tendance de long terme

Dans le cadre de la réforme de la Politique agricole commune de 1992, les prix agricoles ont décliné progressivement. À partir de 1994, ils se sont stabilisés en euros courants, cela correspondant à une baisse en valeur réelle. Entre 2006 et 2010, intervient un épisode exceptionnel d'ascension puis de dépression qui a perturbé la tendance de long terme. Au cours de cette période, les fluctuations de prix

### L'épisode 2006-2010 perturbe la tendance de long terme



Sources : Insee, Agreste

### En juillet 2010, les prix français à la production rebondissent sous l'effet des grandes cultures, des fruits et légumes frais et du lait de vache

	Ippap base 100 en 2005			Évolution par rapport à 2009 en %			Évolution par rapport à la moyenne 2005-2009 en %			Contribution (*)
	Mai 10	Juin 10	Juil. 10	Mai 10	Juin 10	Juil. 10	Mai 10	Juin 10	Juil. 10	Juil. 10
<b>Ensemble</b>	<b>110,2</b>	<b>110,9</b>	<b>115,6</b>	<b>0,1</b>	<b>1,5</b>	<b>7,0</b>	<b>1,9</b>	<b>1,6</b>	<b>4,7</b>	<b>7,0</b>
<b>Grandes cultures</b>	<b>115,5</b>	<b>118,0</b>	<b>136,3</b>	<b>- 6,5</b>	<b>- 3,7</b>	<b>16,1</b>	<b>- 7,0</b>	<b>- 6,6</b>	<b>6,2</b>	<b>3,8</b>
Céréales	117,7	121,5	153,9	- 7,8	- 4,6	22,5	- 10,0	- 10,2	9,3	3,0
Blé tendre	121,9	125,3	165,0	- 8,1	- 4,3	23,1	- 9,0	- 9,2	13,6	1,8
Maïs	123,4	125,3	141,9	- 4,3	0,2	24,6	- 2,9	- 5,5	6,5	0,7
Orge	94,0	102,6	139,7	- 9,3	- 5,1	38,0	- 24,3	- 20,9	3,7	0,6
Oléagineux	142,7	148,0	158,7	- 0,3	4,1	28,3	4,6	5,5	17,6	0,9
Colza	144,0	151,6	165,4	- 3,4	2,6	29,3	4,7	7,2	20,3	0,7
<b>Vins</b>	<b>113,1</b>	<b>112,8</b>	<b>112,9</b>	<b>- 4,0</b>	<b>- 2,7</b>	<b>- 1,0</b>	<b>5,1</b>	<b>5,7</b>	<b>6,5</b>	<b>- 0,2</b>
Vins de qualité	111,8	112,0	112,8	- 4,5	- 2,7	- 0,3	3,8	4,7	6,0	0,0
Autres vins	121,0	118,1	113,6	- 0,3	- 2,8	- 5,3	13,6	12,3	9,2	- 0,1
<b>Légumes frais</b>	<b>123,3</b>	<b>112,6</b>	<b>115,0</b>	<b>19,0</b>	<b>20,9</b>	<b>29,8</b>	<b>11,6</b>	<b>11,1</b>	<b>12,9</b>	<b>1,5</b>
<b>Fruits frais</b>	<b>128,7</b>	<b>134,0</b>	<b>134,0</b>	<b>24,6</b>	<b>21,0</b>	<b>25,9</b>	<b>18,5</b>	<b>8,0</b>	<b>10,3</b>	<b>1,0</b>
<b>Animaux de boucherie</b>	<b>100,7</b>	<b>101,3</b>	<b>101,1</b>	<b>0,0</b>	<b>- 0,4</b>	<b>- 1,6</b>	<b>- 0,3</b>	<b>- 2,0</b>	<b>- 2,9</b>	<b>- 0,3</b>
Gros bovins	98,8	97,7	97,8	- 0,1	- 0,8	- 0,5	- 2,8	- 3,6	- 4,0	- 0,1
Ovins	106,8	104,0	104,3	- 1,2	- 0,9	0,7	5,9	6,8	5,1	0,0
Porcins	99,0	103,8	102,9	- 1,1	- 0,9	- 5,2	1,6	- 3,2	- 5,9	- 0,3
<b>Volailles et lapins</b>	<b>114,1</b>	<b>111,9</b>	<b>111,9</b>	<b>- 2,2</b>	<b>- 2,7</b>	<b>- 2,8</b>	<b>3,4</b>	<b>2,9</b>	<b>2,6</b>	<b>- 0,2</b>
<b>Lait de vache</b>	<b>98,6</b>	<b>106,3</b>	<b>114,8</b>	<b>7,6</b>	<b>13,3</b>	<b>14,0</b>	<b>4,4</b>	<b>8,7</b>	<b>9,2</b>	<b>0,8</b>

\* Contribution à l'évolution annuelle de l'indice d'ensemble.

Sources : Insee, Agreste

prix de l'énergie, et encore plus en 2008/2009 sous la poussée des engrais et des matières premières incorporées à l'alimentation animale. En 2009, les coûts de production intègrent la baisse de prix des matières premières, mais sans pour autant diminuer dans la même proportion. Cette même année, le revenu des exploitations recule ainsi de plus de 50 % pour les grandes cultures et l'élevage laitier. En juillet 2010, le prix d'achat des intrants se stabilise depuis trois mois, après la reprise du début d'année. En un an, le prix des engrais et amendements s'est sensiblement rétracté, tandis que le prix de l'énergie a cru considérablement.

### À l'origine de la flambée de 2007-2008, les produits soumis aux marchés mondiaux

Globalement, les prix agricoles atteignent un point culminant au premier trimestre 2008 (+ 32 % par rapport à 2005). La hausse a été successivement relayée par les grandes cultures, le lait de vache et les volailles. De fait, la spirale haussière amorcée en 2006 s'est accélérée sur les marchés mon-

diaux à partir du second semestre 2007 pour les céréales et les oléagineux, et pour les produits laitiers industriels. Les cours français et européens des céréales et des oléoprotéagineux dépendent étroitement de l'équilibre des bilans mondiaux. La hausse mondiale des produits laitiers industriels, poudre de lait et beurre, entraîne celle du prix du lait de vache à partir d'octobre 2007.

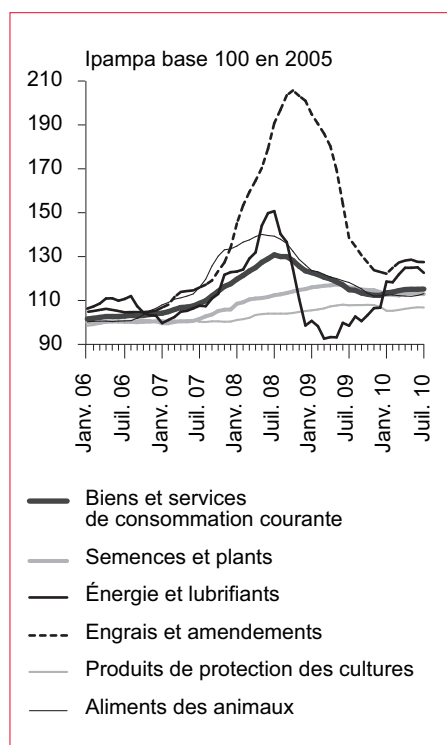
Les prix à la production s'emballent alors que d'importantes mutations structurelles agissent simultanément : la progression démographique, la croissance de la demande mondiale en produits alimentaires et une nouvelle répartition de l'utilisation des sols notamment pour l'énergie. À cela se greffent des anomalies climatiques fréquentes qui touchent les grands pays exportateurs, ce qui complexifie l'ajustement de la production à la demande. Ces évolutions de l'offre et de la demande, structurelles et conjoncturelles, impriment aux prix agricoles une volatilité qui est accrue par l'hyperactivité des opérateurs tant sur les marchés physiques que sur les marchés à terme.

### Après la flambée, la dépression des prix agricoles en 2009

Globalement, les prix chutent nettement à partir du second semestre 2008. En fait, ils ne font que subir une dépression qui les ramènent au-dessus du niveau qui précédait la flambée 2007/2008 : au plus bas du creux en novembre 2009, ils dépassent encore de 5 % les prix de 2005. Le lait et les grandes cultures sont les productions les plus touchées par la chute des prix.

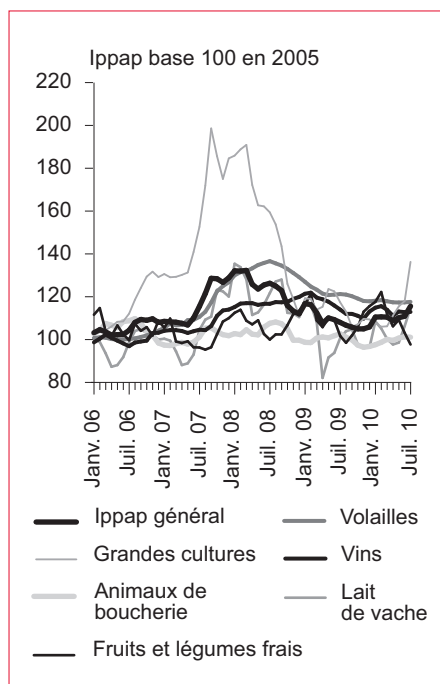
En 2009, le prix standard du lait de vache s'effondre. Sur l'ensemble de l'année, la baisse par rapport à 2008 atteint - 18 %. À partir d'octobre 2008, il commence à diminuer tout en dépassant encore le prix de 2007 mais, à partir de mars 2009, cette diminution s'accroît très fortement pour atteindre un niveau particulièrement bas à l'été 2009. Cela résulte de la moindre valorisation des produits laitiers industriels sur le marché mondial, après la flambée des prix de 2008. En France, la baisse des prix entraîne celle de la collecte laitière, les producteurs accélérant les mises à la réforme des vaches laitières. La limitation de la collecte entraîne une baisse quasi-générale des fabrications françaises de produits laitiers, à l'exception des fromages frais. D'autres pays européens augmentent au contraire la production pour compenser la baisse du prix.

### En juillet 2010, les prix des intrants se stabilisent à un niveau élevé



Sources : Insee, Agreste

### Les grandes cultures amorcent l'ascension des prix dès 2006, suivies par le lait de vache et les volailles au dernier trimestre 2007



Sources : Insee, Agreste

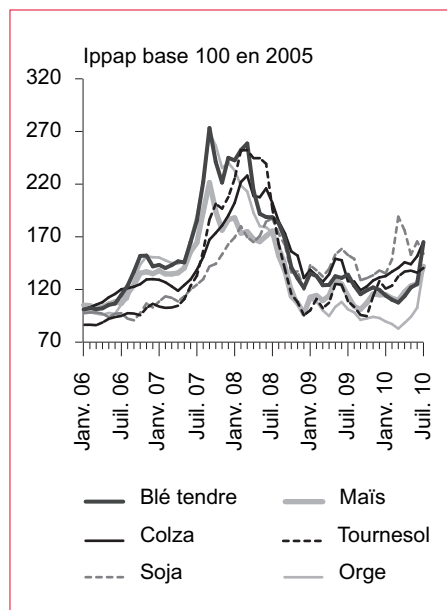
Dès le second semestre 2008, les prix céréaliers et oléagineux sont marqués par un important retournement des marchés mondiaux et régionaux. Des disponibilités plus abondantes ont entraîné un net repli des cours après leur flambée de la campagne 2007/2008. Les productions végétales, favorisées par des conditions climatiques particulièrement propices, atteignent pour certaines des records historiques grâce à de très forts rendements. En France et dans l'Union européenne, la reprise de la production résulte à la fois de l'augmentation des emblavements, grâce à la remise en culture des jachères et de l'augmentation des rendements. L'excédent du bilan céréalier mondial provoque le repli des cours du blé et du maïs sur le marché de Chicago.

Pour le maïs, malgré le déficit du bilan mondial, la pression à la hausse qui s'exerce sur les prix des maïs américains est atténuée pour le maïs français par l'excédent du bilan européen. Pour le blé, les prix mondiaux et français se stabilisent en cours de campagne et les prix européens se maintiennent à des niveaux modérés grâce à un fort disponible de l'Union européenne. Pour les graines oléagineuses, le repli des cours est plus net en France et dans l'Union européenne que sur le marché américain, en raison de grosses récoltes en colza et tournesol.

### Le sucre joue un jeu inverse sur le marché mondial

Pour le sucre, l'évolution des cours est inversée par rapport aux autres grandes cultures. Depuis février 2006, les cours sur les marchés physiques sont nettement orientés à la baisse par les bilans mondiaux fortement excédentaires des campagnes 2006/2007 et 2007/2008. En janvier 2009, la tendance s'inverse et ils s'envolent à partir de juin 2009, le bilan devenant déficitaire en 2008/2009. Les bilans sucriers sont très dépendants des pro-

### Pendant la campagne 2007/2008, les prix céréaliers et oléagineux ont tous flambé, mais pas le même mois



Sources : Insee, Agreste

ductions indiennes et brésiliennes répondant aux besoins alimentaires ou énergétiques. La demande émanant de Russie et d'Asie est croissante.

### En 2009 et 2010, le contexte économique de récession pèse sur les vins de qualité

En 2008, les prix des vins d'appellation revenus au niveau de 2004, avant la récolte record et la chute des cours, sont favorables : la production de vin, affectée par le climat estival pluvieux et humide et par les arrachages, est inférieure à la récolte déjà médiocre de 2007, particulièrement pour les vins hors appellation. En 2009, les prix de l'ensemble des appellations françaises, et en particulier des bourgognes, se replient nettement par rapport aux deux premiers mois de la campagne 2007/2008. Le repli de leurs exportations et de leur consommation intérieure est aussi beaucoup plus marqué, compte tenu du contexte économique difficile. Seuls les prix des vins de consommation courante augmentent par rapport à 2008.

### Les fruits et les légumes fortement dépendants des aléas climatiques

Contrairement aux grandes cultures et aux vins de qualité, les fruits et les légumes sont commercialisés directement sur les marchés français et européens. Les prix sont ajustés au gré des aléas climatiques et du rythme des calendriers de production. Leur concours à l'évolution de l'ensemble des prix est indépendant des fluctuations des autres matières premières.

En 2008, les fruits et légumes ont souffert des conditions météorologiques défavorables. Cependant, au niveau de la commercialisation, la hausse des prix des fruits compense la baisse des volumes, à l'exception de l'abricot et de la pêche. Au contraire, la campagne légumière qui a débuté par des prix en hausse sur ceux de 2007 s'est ensuite détériorée pour les principaux légumes, sauf pour la carotte et le melon.

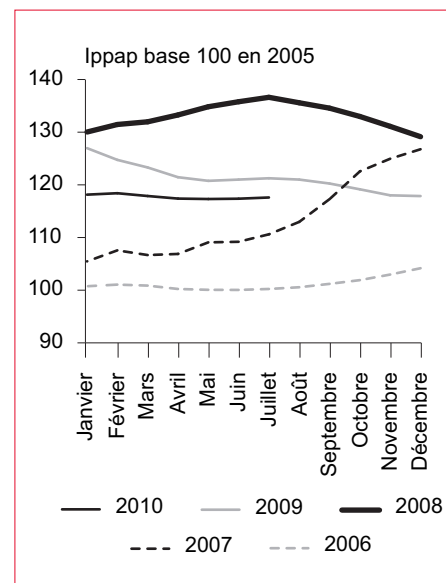
La transition a été violente entre la campagne d'hiver 2008/2009 et celle de l'été 2009. Contrastant avec les prix exceptionnellement élevés des légumes d'hiver à cause du froid rigoureux

de janvier-février, ceux des fruits et légumes d'été subissent une chute spectaculaire qui aboutit à la mise en œuvre de mesures d'urgence pour les produits en crise. En août, les ventes au déballage sont complétées par le déclenchement d'un plan d'aide aux exploitations de fruits et légumes victimes de la crise économique, sous forme d'allègement des charges financières et sociales. À l'automne 2009, la campagne de commercialisation de la pomme débute dans des conditions plus difficiles qu'en 2008, notamment avec des stocks beaucoup plus importants.

### Forte contribution des volailles à la flambée de 2008...

La filière avicole est le troisième contributeur à la poussée des prix en 2008. Contrairement aux éleveurs de porcs, la filière des volailles, fortement intégrée, est parvenue à répercuter le coût des aliments dans les prix à la production et la valorisation de la production avicole progresse. En 2009, le poulet bénéficie du report des viandes rouges vers les viandes les moins chères et échappe au sort critique des autres volailles.

### Pour les volailles, les prix à la production de 2008 dominent nettement ceux des autres années

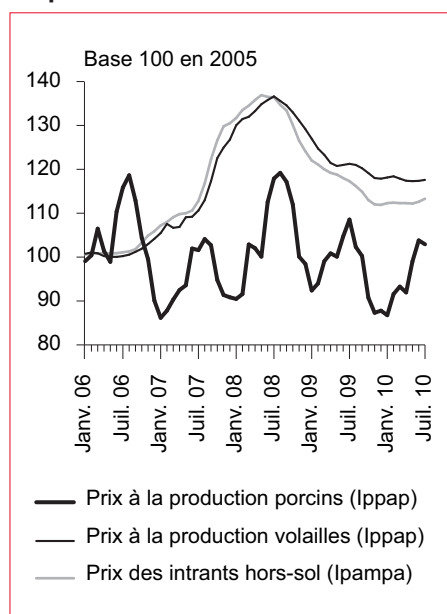


Sources : Insee, Agreste

### ... à l'inverse des animaux de boucherie qui en subissent les contrecoups

Les prix des animaux de boucherie ne participent pas à la flambée de 2008 mais en subissent les contrecoups. L'année 2009 est critique pour toutes les viandes, sauf la viande ovine. La diminution de la production offerte se combine à la baisse de la consommation

### Filière hors-sol : contrairement aux producteurs de volailles, les éleveurs de porcs n'ont pas réussi à répercuter les coûts de production

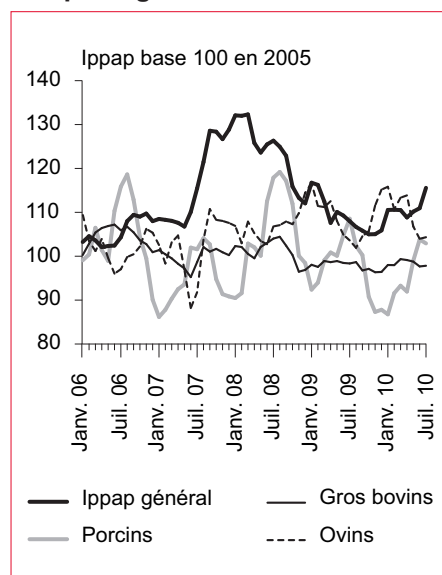


Sources : Insee, Agreste

tion de viande et aux difficultés à l'exportation. La réduction de la demande pèse sur les cours qui restent bas.

La filière bovine est particulièrement impactée par la flambée. En 2008, le prix de la viande bovine subit les effets du comportement des éleveurs de vaches laitières en réaction au prix du lait. Les hausses modérées des prix de la viande bovine ne compensent pas la baisse de la production, celle-ci incombant à la rétention des vaches laitières jusqu'au troisième trimestre

### Les prix des viandes agissent peu sur l'évolution de l'ensemble des prix agricoles



Sources : Insee, Agreste

2008. En effet, la forte hausse du prix du lait fin 2007 a incité les producteurs à retarder la mise à la réforme des vaches laitières et à recourir aux aliments concentrés, malgré leur renchérissement. Quand la croissance du prix du lait ralentit à partir de l'été 2008, les abattages de vaches laitières reprennent et la collecte laitière retrouve son niveau de 2007 avant la flambée des prix des produits laitiers et du lait.

La filière porcine souffre depuis 1999 d'une décroissance continue des prix à la production qui ne s'explique ni par la production ni par la demande de viande porcine. En effet, l'offre se raréfie chaque année tandis que la consommation se maintient. Sur la période 2006/2010, les prix du porc charcutier de 2008 dépassent de 11 % ceux de 2007, année de pic de production qui avait entraîné des prix bas, et se rapprochent des prix de 2006. Malgré l'amélioration des cours, la situation est restée très difficile pour les éleveurs de porcs qui ont réagi par des abattages de porcelets et la réduction des effectifs de truies.

Pour la filière ovine confrontée au déclin structurel de son troupeau pour la viande, le recul de la production française s'est encore accéléré. La réduction des importations par rapport à 2008 a de nouveau creusé le déficit en viande. Après l'effondrement de juin 2007, les prix ont augmenté jusqu'à un niveau qui reste élevé.



### Sources

- Les prix agricoles sont mesurés à partir de l'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap) qui indique l'évolution des prix des produits vendus par les agriculteurs. Il est calculé par l'Insee, avec la collaboration du SSP, en base 100 en 2005.
- Les prix des intrants sont mesurés à partir de l'indice de prix d'achat des moyens de production (Ipampa) qui indique l'évolution des prix d'achat par les agriculteurs des produits utilisés pour la production. Il est calculé par l'Insee, avec la collaboration du SSP, en base 100 en 2005.

### Pour en savoir plus

- Les Infos rapides « Prix agricoles et alimentaires » et « Moyens de production » publiées mensuellement depuis septembre 2007

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Hausse exceptionnelle des prix agricoles en rupture avec une longue récession », Prix agricoles et alimentaires n° 2008/30, juin 2008
- « Baisse du revenu supérieure à 30 % dans treize régions », Agreste Primeur n°243, juin 2010

# ORGANISMES

**Agreste** : données collectées et diffusées par le Scees  
**AGPB** : Association générale des producteurs de blé et autres céréales  
**AGPM** : Association générale des producteurs de maïs  
**BNIC** : Bureau national interprofessionnel du cognac  
**CGB** : Confédération générale des planteurs de betteraves  
**CIC** : Conseil international des céréales  
**Cidéf** : Comité interprofessionnel de la dinde  
**Cifog** : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras  
**CNCA** : Caisse nationale de crédit agricole  
**Cniel-Iri** : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.  
**CNIPT** : Comité interprofessionnel de la pomme de terre  
**Coceral** : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne  
**Consoscan** : panel de consommateurs de la société TNS (Secodip)  
**DGAL** : Direction générale de l'alimentation  
**DGI** : Direction générale des impôts  
**DGCCRF** : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes  
**DGDDI** : Direction générale des douanes et droits indirects  
**DGPAAT** : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires  
**DSV** : Direction des services vétérinaires  
**Eurostat** : office statistique des communautés européennes  
**FranceAgriMer** : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009  
**FAO** : Food and agriculture organisation  
**FOP** : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux  
**GIPT** : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre  
**GNIS** : Groupement national interprofessionnel des semences et plants  
**Inra** : Institut national de la recherche agronomique  
**Insee** : Institut national de la statistique et des études économiques  
**Matif** : Marché à terme international de France  
**OCM** : Organisation commune des marchés  
**Office de l'élevage** : résulte de la fusion de l'Ofival (Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture) et de l'Onilait (Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers)  
**Oilworld** : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals  
**OIS** : Organisation mondiale du sucre  
**OIV** : Organisation internationale de la vigne et du vin  
**OniGC** : Office national interprofessionnel des grandes cultures. Résulte de la fusion de l'Onic (office national interprofessionnel des céréales), de l'Oniol (Office national interprofessionnel des oléagineux, protéagineux et cultures textiles) et du Firs (Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre)  
**SSP** : Service de la statistique et de la prospective  
**Secodip** : Société d'étude de la consommation, de la distribution et de la publicité  
**SNIA** : Syndicat national des industriels de la nutrition animale  
**SNFS** : Société nationale des fabricants de sucre  
**SNM** : Service des nouvelles des marchés  
**Syncopac** : fédération nationale des coopératives de production et d'alimentation animale  
**UE** : Union européenne (à 27 à partir de 2007)  
**UEBL** : Union économique belgo-luxembourgeoise  
**Unifa** : Union des industries de la fertilisation  
**Unip** : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines  
**USDA** : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)  
**Viniflhor** : office national interprofessionnel des légumes, des vins et de l'horticulture. Résulte de la fusion entre l'Onivins (Office national interprofessionnel des vins) et l'Oniflhor (Office national interprofessionnel des fruits et légumes et de l'horticulture)

# ABRÉVIATIONS

**AB** : agriculture biologique  
**AOC** : appellation d'origine contrôlée  
**AOP** : appellation d'origine protégée

**ACE** : aides aux cultures énergétiques  
**ADL** : aide directe  
**BDNI** : base de données nationales d'identification  
**BTP** : bâtiment et travaux publics  
**Caf** : coût, assurance, fret  
**Cib** : consommation indigène brute  
**Cic** : consommation indigène corrigée  
**CJO** : corrigé des jours ouvrables  
**CPA** : classification de produits associés aux activités  
**CPF** : classification de produits française  
**CVJA** : corrigé des variations journalières d'abattages  
**CVS** : corrigé des variations saisonnières  
**Fab** : franco à bord  
**Fac** : fonds d'allègement des charges  
**Fob** : free on board  
**IAA** : industries agroalimentaires  
**Ica** : Indice de chiffre d'affaires  
**IGP** : indication géographique protégée  
**lpa** : indice de prix de l'alimentation animale  
**lpampa** : indice des prix d'achat des moyens de production agricole  
**IPC** : indice des prix à la consommation  
**Ipi** : indice des prix industriels  
**IPP** : indice de production industrielle  
**lppap** : indice des prix des produits agricoles à la production  
**IPVI** : indice des prix de vente industriels  
**Isop** : informations et suivi objectif des prairies  
**MBS** : marge brute standard  
**MCM** : montants compensatoires monétaires  
**Min** : marchés d'intérêt national  
**mm3, mm12** : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois  
**MS** : matière sèche  
**NC** : nomenclature combinée  
**OCM** : organisation commune de marché  
**OP** : organisme de producteurs  
**OTEX** : orientation technico-économique des exploitations  
**Pac** : poulet prêt à cuire  
**Pib** : production indigène brute  
**Pic** : production indigène contrôlée  
**SAA** : statistique agricole annuelle  
**Sap** : statistique annuelle provisoire  
**Smic** : salaire minimum interprofessionnel de croissance  
**SRW** : soft red winter  
**Tec** : tonne équivalent carcasse  
**Teoc** : tonne équivalent œuf coquille  
**TIPP** : taxe intérieure sur les produits pétroliers  
**TNO** : tendance nationale officielle  
**VAIG** : vins avec indication géographique  
**VCC** : vins de consommation courante  
**VDQS** : vins délimités de qualité supérieure  
**VQPRD** : vins de qualité produits dans des régions délimitées  
**VSM** : viande séparée mécaniquement

## Pour en savoir plus

- **Le site Agreste de la statistique agricole** : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- **Le site de FranceAgriMer - Service des nouvelles des marchés** : [www.snm.agriculture.gouv.fr](http://www.snm.agriculture.gouv.fr)

Des séries de prix sont disponibles sur le site du SNM.

- **Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA)** : [agreste-info@agriculture.gouv.fr](mailto:agreste-info@agriculture.gouv.fr)

Le CDIA est ouvert les lundis, mardis et jeudis de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



## Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche  
Secrétariat Général  
**SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE**  
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex  
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald  
Rédacteur en chef : Christine Deroin  
Composition : SSP Beauvais  
Dépôt légal : À parution  
ISSN : 1274-1086  
© Agreste 2010

**Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole**  
[www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)